



Durant la première quinzaine du Ramadhan

## 182 milliards de DA retirés des bureaux de poste

La frénésie des achats connaît une forte hausse depuis le début du mois de Ramadhan. Les Algériens dépensent sans compter malgré la crise. Et pour preuve, les quantités de produits alimentaires gaspillées et les marchés qui ne désemplissent pas à longueur de journée. Malgré la hausse des prix, les citoyens, dans leur grande majorité, ne semblent pouvoir se retenir de dépenser. Certains, affirment même avoir touché à leurs économies.

Page 2

Gaz

## Signature d'un contrat entre Sonatrach et trois sociétés étrangères

Page 2

Diffusion d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien

# L'Algérie met la pression sur l'Union européenne



Suite à la diffusion à Bruxelles d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien, par une journaliste belge d'origine algérienne, l'ambassadeur de l'Union européenne à Alger, John O'Rourke, convoqué au ministère des Affaires étrangères a posté un message sur son compte Tweeter. Une réponse «qui ne répond pas à l'objet de la convocation» estime le ministère des Affaires étrangères.

Page 3

Retard dans la réalisation des projets publics

## 600 mises en demeure adressées aux entreprises défaillantes

Page 3



5 juin : Journée mondiale de l'environnement

## Le pari d'un cadre de vie sain

L'occasion de la Journée internationale de l'environnement, fêtée le 5 juin, devrait être saisie pour jeter un regard sur un thème récurrent des politiques publiques, des scientifiques et des médias, mais qui peine à émerger en tant que préoccupation «populaire», empreinte des valeurs de civisme et de la culture du bien-être. L'occasion s'offre bien pour l'Algérie, qui a eu à se distinguer à deux reprises dans l'apport qu'elle fit à la communauté internationale en matière de réflexion et de propositions lors des deux sommets de la Terre tenu à Rio de Janeiro : l'un en juin 1992, l'autre - censé faire le bilan de ce qui a été entrepris par l'humanité dans la préservation de l'environnement-, tenu deux décennies plus tard, en juin 2012, sous l'instituté «Rio+20». Notre pays a participé avec une forte délégation aux

deux sommets.

Plus d'un quart de siècle après le premier sommet de la Terre, des efforts considérables ont été accomplis par la communauté scientifique dans le diagnostic et l'analyse de phénomènes complexes, à l'image des changements climatiques; mais les défis environnementaux ne cessent de croître en volume et se diversifier en nature. Pour l'année 2018, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a lancé à la communauté internationale un message simple, mais ayant une grande portée : «Bannissez les produits en plastique à usage unique. Refusez ce que vous ne pouvez pas réutiliser. Ensemble, nous pouvons ouvrir la voie à un monde plus propre et vert».

Page 4



Par Saâd Tafarka

On ne sait dans quelle proportion les célébrations officielles de toutes les journées nationales et internationales liées à la thématique de l'environnement ont pu agir sur le volet de la sensibilisation et de l'alerte, tendant à protéger les milieux naturels, les diverses ressources de la terre et le cadre de vie.

Les célébrations passent et l'environnement semble, dans notre pays, de plus en plus conduit à «mordre la poussière».

Cinémathèque d'Oran

## Une journée au Soleil ou le travail de mémoire d'Arezki Metref

La Cinémathèque Ouarsenis d'Oran a abrité, samedi en soirée, la projection d'un documentaire d'Arezki Metref, *Une journée au Soleil*, qui se décline en contribution au travail de mémoire, en l'occurrence l'histoire de l'immigration algérienne en France.

Page 15



Durant la première quinzaine du Ramadhan

# 182 milliards de DA retirés des bureaux de poste

La frénésie des achats connaît une forte hausse depuis le début du mois de Ramdhan. Les Algériens dépensent sans compter malgré la crise.



Et pour preuve, les quantités de produits alimentaires gaspillées et les marchés qui ne désemplissent à longueur de journée. Malgré la hausse des prix, les citoyens, dans leur grande majorité, ne semblent pouvoir se retenir de dépenser. Certains, affirment même avoir touché à leurs économies.

Selon Algérie Poste, 182 milliards de DA ont été retirés durant la première quinzaine du mois sacré du Ramadhan, avec des pics de 4 millions d'opérations par jour, a-t-on appris hier auprès d'Algérie Poste.

«182 milliards de DA, c'est le montant total des retraits effec-

tués au niveau des bureaux de poste durant la première quinzaine du mois sacré du Ramadhan, avec des pics qui ont atteint les 4 millions d'opérations par jour», a précisé à l'APS, la même source.

Algérie Poste estime, dans ce sens, que le dispositif mis en place a permis d'assurer «la disponibilité des fonds et la stabilité du réseau» et les citoyens «n'ont pas eu de difficultés pour retirer leur argent».

Pour les 10 derniers jours du mois, Algérie Poste rassure qu'elle «est prête à faire face au nombre important de retrait en prévision à la fête de l'Aïd El Fitr, notamment avec l'ouverture nocturne des principaux

bureaux de poste (de 21h à 00h), l'alimentation en continue des GAB, la veille au bon fonctionnement du réseau, et pour les résidents de la capitale, le renfort du bureau de poste mobile inauguré le 24 mai dernier.

L'entreprise rappelle que ce bureau de poste itinérant est le premier dans ce genre, en attendant la production de 25 autres unités, avec la Snyi, qui sillonneront l'ensemble du territoire national, notamment dans les espaces publics qui connaissent une forte affluence durant la saison estivale.

Un bureau de poste ambulante a été ouvert à l'occasion de

ce Ramadhan au niveau de la Promenade des Sablottes (Alger), ce qui a permis aux citoyens venus se détendre sur ce site de bénéficier, jusqu'à minuit, des services et autres prestations d'Algérie Poste.

L'objectif de cette initiative est de faciliter aux clients d'Algérie poste l'accès aux différents services financiers et postaux en un temps record, et de leur épargner la surcharge enregistrée généralement durant le mois de Ramadhan où un regain d'activités est observé au niveau des bureaux de poste, particulièrement à l'approche de la fête de l'Aïd.

T. L.

Elles toucheront le centre et l'est du pays

## Retour des fortes pluies dès ce soir

Par Rachid Chihab

Le mauvais temps n'est pas fini. Les pluies et la baisse des températures sont de retour. En effet, tous les modèles de prévisions météo annoncent l'arrivée d'une nouvelle vague de fortes pluies orageuse la nuit de mardi à mercredi. Elle touchera à la fin de l'après-midi les régions Centre avant de s'étendre aux wilayas de l'Est. Le cumul de précipitations, selon le modèle nord-américain des prévisions météo pourrait dépasser les 40 mm entre mardi et mercredi. Les wilayas les plus exposées à ces fortes pluies sont Alger, Blida, Boumerdès, Médéa, Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Sétif, Jijel et Tipasa. Les wilayas de Sétif, Skikda, Constantine, Bordj Bou Arréridj, Mila et Batna seront également touchées, mais avec moins d'intensité. Le cumul de précipitations prévu ne va pas dépasser

les 30 mm dans les meilleurs des cas. La même source, signale, en outre, le risque de grêle qui pourrait tomber au cours de cette période.

Pour les températures, le mercure va s'afficher moins de 23° durant la journée d sur les côtes et un peu moins sur les hauteurs. Pendant la nuit, le thermomètre affichera des valeurs moins de 19° sur les côtes et moins de 17° sur les hauteurs. Notons que ces valeurs sont largement inférieures à la moyenne saisonnière de la première moitié du mois de juin qui se situe entre 25 et 30°.

Le temps reviendrait à l'anormale à partir du mercredi après-midi prochain. Une hausse des températures est prévue à compter de jeudi sur l'ensemble des régions du pays, note le Centre nord-américain des prévisions météo. A l'origine de ces fortes pluies en pleine saison estivale, l'arrivée d'une succession de l'air froid venu d'Europe. Cette situation n'est pas sans consé-

quence sur le secteur de l'agriculture. En effet, des agriculteurs dans les régions de Batna, M'sila, Djelfa, Blida, Chlef, Sidi Bel Abbès et autres ont perdu une partie de leur récolte détruite par la grêle. Les récoltes les plus touchées sont celles de la pomme, du raisin, des abricots et autres. En l'absence de la culture de l'assurance des récoltes, les agriculteurs risquent beaucoup au cours des prochaines années vue le changement climatique qui va accentuer les phénomènes météorologiques extrêmes à l'instar des fortes pluies, des neiges abondantes, de la sécheresse, des chutes de grêle et des maladies. Une véritable culture d'assurance des récoltes s'impose.

Toutefois, les fortes pluies enregistrées ces dernières semaines ont permis aux barrages de se remplir à 100% à l'ouest et au centre du pays. Un léger déficit demeure à l'extrême Est, notamment à Annaba et El Taref.

R.C.

Gaz

### Signature d'un contrat entre Sonatrach et trois sociétés étrangères

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a signé lundi à Alger un contrat d'augmentation des capacités de réinjection de gaz avec des sociétés indonésienne, espagnole et italienne.

Il s'agit des sociétés, respectivement, indonésienne des hydrocarbures Pertamina, espagnole Talisman (filiale de Repsol) et italienne Bonatti.

D'un montant de 85 millions d'euros avec une durée de réalisations de trois années, ce contrat porte sur l'augmentation des capacités de réinjection de gaz au niveau du champ pétrolier de Menzel Ledjmet nord. Ce document a été signé par le directeur de la division Associations de Sonatrach, M. Farid Djettou, le directeur général international exploration-production de Pertamina, M. Djoko Imanhardjo, le directeur général de Talisman, M. Didier Wolszczowski, et le directeur commercial Oil and Gaz de Bonatti, M. Mario Portapuglia.

Reda A.

### Pour appuyer des revendications socioprofessionnelles St-in des travailleurs des impôts à Tamanrasset

Des travailleurs de la direction des impôts de la wilaya de Tamanrasset ont organisé hier un sit-in devant le siège de la direction pour soulever des revendications professionnelles, a-t-on constaté.

La trentaine de protestataires, constituant une grande partie des travailleurs de la direction des impôts et affiliés au syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), ont dénoncé ce qu'ils ont qualifié de mesures «abusives» de la part de leur administration et ont soulevé diverses revendications liées au régime salarial et indemnitaire, à l'avancement et la promotion, à la situation des corps communs, et aux mutations «forcées» des travailleurs, selon une motion dont l'APS a obtenu une copie.

Le directeur de wilaya des impôts, Ameer Touati, a indiqué, de son côté, que la promotion des travailleurs répondant aux conditions en vigueur s'effectue selon le nombre de postes ouverts et de la nomenclature du plan de gestion 2017 des ressources humaines, et que des procès-verbaux ont été signés dans ce cadre avec les représentants des travailleurs et notifiés dans les délais réglementaires.

Il a été procédé au report des autres promotions dans l'attente de l'achèvement de leur formation spécialisée, entamée conformément au programme arrêté par l'administration centrale, et de la proclamation des résultats, a-t-il ajouté.

M.Touati a affirmé aussi que les salaires des personnels sont versés de façon normale et sans aucun retard, et que l'application des dispositions disciplinaires pour améliorer le service public était la question ayant entraîné des réactions du syndicat et des interprétations erronées des textes réglementaires.

Bilal L.

# ÉVÈNEMENT

## Diffusion d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien

# L'Algérie met la pression sur l'Union européenne

Suite à la diffusion à Bruxelles d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien, par une journaliste belge d'origine algérienne, l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) à Alger, John O'Rourke, convoqué au ministère des Affaires étrangères (AE) a posté un message sur son compte Tweeter. Une réponse " qui ne répond pas à l'objet de la convocation " estime le ministère des AE.



Par S. A. Mohamed

Le message de l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) à Alger, John O'Rourke, posté sur son compte Tweeter après sa convocation au ministère des Affaires étrangères, suite à la diffusion à Bruxelles d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien «n'engage que sa personne» et «ne répond pas» à l'objet de sa convocation, a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. «L'ambassadeur de l'Union européenne à Alger a été convoqué au ministère des Affaires étrangères où il lui a été signifié l'indignation et la réprobation des autorités algériennes suite à l'utilisation des

espaces et des moyens de l'UE à des fins de propagande et l'instrumentalisation de ses symboles pour attenter aux institutions de l'Etat algérien», a indiqué dans une déclaration à l'APS, Abdelaziz Benali Cherif. «Nous considérons que le Tweet de M. O'Rourke n'engage que sa personne et qu'à démarche officielle l'on est en droit de s'attendre à une réponse officielle conformément aux usages et à la pratique diplomatique consacrés», a-t-il affirmé. Il a souligné que «de surcroît, ce Tweet, au demeurant, aux antipodes des attentes de la partie algérienne, ne répond pas à l'objet de sa convocation laquelle a consisté exclusivement à demander des clarifications au sujet du détournement par Mme Lefèvre

des armoiries de l'UE et des moyens mis par celle-ci à la disposition des médias pour s'en prendre à l'Algérie, à ses symboles et à ses institutions, alors que ces moyens sont censés servir exclusivement à la couverture des activités des institutions européennes». «Nous demeurons donc dans l'attente d'une réponse aux interrogations soulevées par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères lors de la convocation de M. O'Rourke», a précisé le porte-parole. John O'Rourke, a été en effet convoqué au siège du ministère des AE par le Secrétaire Général du ministère, Noureddine Ayadi, suite à la diffusion à Bruxelles de cette vidéo à partir du siège de l'UE par la journaliste. Le haut respon-

sable algérien a, à cette occasion, «relevé avec indignation et réprobation que l'enregistrement par la dénommée Mme Lefèvre née Haddad, ressortissante belge d'origine algérienne, a été réalisé dans des installations officielles du Parlement européen utilisant ainsi et détournant abusivement des symboles de l'Union européenne pour porter gravement atteinte à l'honneur et à la dignité des institutions de la République algérienne», souligne la même source. Il a, en conséquence, exprimé «le vœu que l'Union européenne se démarque publiquement de cette manœuvre et demandé que des actions concrètes soient prises contre les agissements irresponsables de la contrevenante», note le communiqué. L'ambassade d'Algérie à Bruxelles avait dénoncé vendredi le «détournement inacceptable» de symboles de l'Union européenne (UE) et du siège du Parlement européen pour «attenter à l'honneur et à la dignité des institutions» algériennes. «A la suite de la publication, par une pseudo journaliste d'origine algérienne, d'une vidéo offensante attentant à l'honneur et à la dignité des institutions de la République algérienne, l'ambassade a effectué ce jour des démarches officielles pressantes auprès des responsables de différentes instances de l'Union européenne (...) pour dénoncer énergiquement le détournement inacceptable des symboles de l'UE et de l'espace réservé par le Parlement européen aux journalistes professionnels», a indiqué l'ambassade d'Algérie à Bruxelles dans un communiqué. Rappelant que cette ancienne correspondante de l'ENTV à Bruxelles a été congédiée à cause de son «incivisme» et de son «comportement bipolaire», l'ambassade d'Algérie à Bruxelles a déploré l'attitude de cette «pseudo-journaliste» qui a mis «servilement sa voix et sa plume mercenaires au service de puissances étrangères hostiles à l'Algérie».

S. A. M.

Retard dans la réalisation des projets publics

## 600 mises en demeure adressées aux entreprises défailtantes

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a affirmé, dimanche à Boumerdès, que son département avait recensé 500 à 600 mises en demeure adressées à des entreprises accusant un retard dans la réalisation de projets publics et différentes opérations de développement à travers le territoire national.

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Boumerdès, le ministre a fait savoir que les mises en demeure adressées concernaient un nombre important de projets à travers des communes, daïras et wilayas du pays, en sus des projets de développement public centralisé.

Soulignant que les mises en demeure adressées aux entreprises défailtantes et leur sanction son prévues dans les dispositions du Code des marchés publics et le décret présidentiel relatif à l'organisation des marchés publics, le ministre a estimé que le contenu de ces marchés doit être scrupuleusement appliqué.

«Nous ne devons pas fermer les yeux sur les retards dans la réalisation des opérations de développements» a lancé le ministre, expliquant que ces retards causaient «un grand préjudice à l'Etat sur plusieurs aspects, notamment le retardement de l'entrée en exploitation des investissements en question, les pertes supportées par le Trésor en raison de la réévaluation des projets, le gel des fonds bloqués pour le financement».

Concernant les points de péage au niveau de l'autoroute est-ouest, M. Zaâlane a indiqué que leur entrée en exploitation se fera dès achèvement de l'opération de réalisation qui a atteint actuellement près de 71%, relevant que l'inauguration de ces points se fera en 2019 (sans plus de précisions).

Affirmant que les tarifs (de péages) n'avaient pas encore été fixés, le ministre a fait savoir que les fonds collectés ainsi seront destinés à l'entretien et à la préservation de l'autoroute est-ouest.

G. K.

Justice

## 400 mineurs détenus en Algérie

Le nombre d'enfants mineurs détenus dans des établissements de rééducation en Algérie ne dépasse pas les 400, un chiffre qualifié de «minime», dimanche à Tipasa, par la déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi.

«Le nombre de mineurs détenus ne dépassant pas les 400 à l'échelle nationale, est vraiment minime», a indiqué Mme Cherfi dans une déclaration à l'APS, en marge d'une visite au pavillon des mineurs de l'établissement de rééducation de Koléa, expliquant cette situation par les répercussions jugées positives de la loi se rapportant à la protection de l'enfance, qui offre la latitude aux juges des mineurs d'accorder la priorité aux mesures de protection et d'intégration.

La responsable a, par la même, affirmé «l'ef-

ficiance, l'intérêt, et la richesse des programmes de réinsertion appliqués pour les mineurs durant leur peine, assurant que ces derniers sont soumis à des programmes de rééducation ayant «prouvé leur efficacité sur le terrain» après qu'ils aient purgé leurs peines.

«Ne croyez pas que ces mineurs ûreprésentant l'innocence- soient de dangereux criminels, il se trouve juste que chacun d'eux a une histoire ou vit des conditions sociales difficiles, l'ayant poussé à commettre un délit», a ajouté l'ancienne juge des mineurs.

Elle a souligné, en outre, les efforts consentis par le ministère de la Justice, par le biais de la direction générale de l'administration pénitentiaire pour assurer tous les moyens matériels et humains nécessaires à la mise en oeuvre des programmes de réforme de la justice, informant

notamment que les mineurs sont internés dans des pavillons totalement séparés de ceux des adultes, tout en ayant le droit de pratiquer du sport et différentes activités culturelles, dont la lecture. Accompagnée de représentants du mouvement associatif et de la société civile, la déléguée nationale à la protection de l'enfance a effectué une visite au pavillon des mineurs. Sur place, elle a engagé des discussions avec des enfants détenus, les appelant à se corriger car, a-t-elle soutenu, il n'y a pas de honte à faire des erreurs, mais plutôt à les répéter. L'opportunité a donné lieu à l'organisation, par les détenus de l'établissement de rééducation de Koléa, d'une exposition englobant différents produits artisanaux (en cuir, broderie, dinanderie) réalisés par eux.

Reda A.

5 juin : Journée mondiale de l'environnement

# Le pari d'un cadre de vie sain

**On ne sait dans quelle proportion les célébrations officielles de toutes les journées nationales et internationales liées à la thématique de l'environnement ont pu agir sur le volet de la sensibilisation et de l'alerte, tendant à protéger les milieux naturels, les diverses ressources de la terre et le cadre de vie.**



Par Saâd Taferka

Les célébrations passent et l'environnement semble, dans notre pays, de plus en plus conduit à «mordre la poussière». L'occasion de la Journée internationale de l'environnement, fêtée le 5 juin, devrait être saisie pour jeter un regard sur un thème récurrent des politiques publiques, des scientifiques et des médias, mais qui peine à émerger en tant que préoccupation «populaire», empreinte des valeurs de civisme et de la culture du bien-être. L'occasion s'offre bien pour l'Algérie, qui a eu à se distinguer à deux reprises dans l'apport qu'elle fit à la communauté internationale en matière de réflexion et de propositions lors des deux sommets de la Terre tenu à Rio de Janeiro: l'un en juin 1992, l'autre - censé faire le bilan de ce qui a été entrepris par l'humanité dans la préservation de l'environnement-, tenu deux décennies plus tard, en juin 2012, sous l'instituté «Rio+20». Notre pays a participé avec une forte délégation aux deux sommets.

Plus d'un quart de siècle après le premier sommet de la Terre, des efforts considérables ont été accomplis par la communauté scientifique dans le diagnostic et l'analyse de phénomènes complexes, à l'image des changements climatiques; mais les défis environnementaux ne cessent de croître en volume et se diversifier en nature. Pour l'année 2018, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a lancé à la communauté internationale un message simple, mais ayant une grande portée : «Bannissez les produits en plastique à usage unique. Refusez ce que vous ne pouvez pas réutiliser. Ensemble, nous pouvons ouvrir la voie à un monde plus propre et vert».

Le site Web de l'ONU écrit à propos du sujet retenu pour cette année pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement: «Le thème de cette année 2018 est la lutte contre la pollution plastique. Ce thème encourage les gouvernements, les industries, les communautés et les individus à explorer ensemble des alternatives durables afin de réduire de toute urgence la production et l'utilisation excessive de plastiques à usage unique responsable de la pollution de nos océans et représentant une menace pour la santé. La pollution par les plastiques est épidémique».

## L'Algérie, un cas d'école ?

L'Algérie est bien éditée pour prendre la mesure des rejets en matière plastique qui jonchent les espaces des villes et des bourgades, les rues, les ruisseaux, les plages, les canaux d'évacuation des eaux pluviales, les jardins publics, les forêts, les montagnes, les

alentours des barrages hydrauliques, les fossés des routes communales et départementales,...etc. Aucun recoin des espaces habités, visités ou parcourus n'échappe aux rejets de bouteilles d'eau, de bouteilles d'huile et de graisse, de bouteilles de limonade et de jus, de flacons de divers volumes, de sacs en matière plastique ayant servi pour les ordures ou pour un autre usage. Etant produit en grandes quantités à partir de la transformation du pétrole, ces pièces et ustensiles souvent non biodégradables sont généralement à bon marché, et parfois donnés gratuitement. Leur usage est devenu une routine, un réflexe depuis au moins le milieu des années 1980, lorsque les produits d'artisanat destinés à l'emballage, qui faisaient la fierté de l'Algérie et exprimaient sa personnalité, commençaient à perdre la bataille face à l'industrie du plastique.

30 ans après, le paysage environnemental de l'Algérie s'est complètement transformé, en mal, bien entendu. Ni l'esthétique des lieux (bâtiments, maisons, autres édifices, rues, jardins publics...) ni la santé des citoyens ne sont épargnés par le phénomène du plastique. Le sommet de la bêtise, c'est bien ces champignons de fumée qui s'élèvent dans le ciel, particulièrement en été, lorsque les décharges sauvages, contenant une forte proportion de plastique, sont incinérées. Il est établi que la production des dioxines à partir de ces matières est à l'origine de pathologie cancéreuses, pouvant affecter le foie, le sang, le tube digestif, comme elles peuvent être responsables d'affections dermatologiques, cardio-vasculaires, hépatiques et endocriniennes. Les toxines peuvent également être à l'origine du dérèglement du développement des organes sexuels et de la reproduction.

L'accent est mis cette année sur une thématique particulière, considérée comme pouvant être maîtrisée par l'homme, pour peu qu'il y ait une volonté politique et de civisme, et que des alternatives économiques puissent voir le jour dans la fabrication d'articles, de pièces ou d'ustensiles avec d'autres matériaux propres, à commencer par ceux qui avaient servi à l'assise de l'artisanat traditionnel (vannerie, sparterie, roseau, poterie,...).

## L'environnement, une «cause nationale»

Cependant, aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle de notre pays, les questions liées aux défis environnementaux sont multiples et variées. En Algérie, le gouvernement donne l'impression de vouloir prendre en charge la protection de l'environnement et la promotion du cadre de vie. La ministre de ce secteur, Mme F.Z. Zerouati se «démène» pour être au chevet de ce qui est considéré

comme étant les chantiers de l'environnement, y compris en traitant des grandes problématiques du tri des déchets, de l'industrie du recyclage et des énergies propres et renouvelables. Avant elle, son prédécesseur, Abdelkader Ouali, a déclaré vouloir faire de l'environnement «une cause nationale», nécessitant la mobilisation de tous pour sa protection. Une «cause nationale», voici bien une notion nouvelle que l'on voudrait faire sien sur le champ, pour peu qu'elle corresponde à un engagement bien chevillé sur une volonté politique sincère portée sur du concret. C'est que, entre les déclarations des officiels et le traitement parfois «folklorique» que leur réservent les médias lourds, d'une part, et la réalité du terrain, d'autre part, existe un fossé bien réel constaté par tout le monde et répercuté par ces mêmes médias qui rapportent les inévitables formalités cérémonieuses des inaugurations et des fiestas.

La protection des milieux naturels, de la santé de la population, ainsi que, de manière générale, la promotion du cadre de vie font indubitablement partie de la civilisation et de la culture qui fondent les nouvelles valeurs de la citoyenneté et de la bonne gouvernance. En tout cas, cet élan, tendu vers le rééquilibrage de la culture de consommation au sens large avec la culture de la gestion des déchets et des effets nuisibles de cette même consommation, est perceptible aussi bien dans les pays développés et industrialisés - producteurs par excellence des différentes formes de pollution, - que dans des pays de l'hémisphère sud, pauvres ou dits en voie de développement, lesquels ne cueillent souvent de ce développement que ses ersatz, ses nuisances et ses rejets.

L'ancien ministre avait plaidé pour l'instauration de ce qu'il a appelé «une citoyenneté autour de l'environnement» et ce, par la mobilisation de tous les secteurs, organismes et institutions, dont le secteur de l'information. Ce dernier, à traves les écrits, les documentaires, les reportages et la pédagogie sur l'environnement - établissement de diagnostic, mise en relief des dangers et des risques, ainsi que la réaction des citoyens, de la société civile, des élus et du corps académique -, peut jouer un rôle majeur, éminemment porté sur la sensibilisation, l'alerte et la consécration d'une opinion publique favorable à la défense de l'environnement.

C'est là une mission ardue, mais exaltante, mais, juge l'ancien membre du gouvernement, «il est temps de tirer le signal d'alarme quant à la nécessité de protéger le milieu et ce, en fédérant les efforts de tout un chacun (autorités publiques, mouvement associatif, citoyens et presse)». Il fera également référence aux différents

textes de lois algériens tendus vers la protection de l'environnement. Sauf que, face à l'indifférence des citoyens, frisant parfois le déficit de civisme, aux insuffisances organisationnelles et logistiques des collectivités locales et à la quasi absence d'une industrie de recyclage des différents rejets (verre, plastique, caoutchouc, bois, carton et papier, métaux ferreux et non ferreux...), la législation risque de continuer à constituer un ensemble de vœux pieux qui n'auront aucun prolongement sur le terrain.

En tenant à faire donner des formations spécialisées en environnement, y compris aux journalistes portés sur ces problématiques, les pouvoirs publics commencent, sans doute, à toucher du doigt la grande problématique liée à la sensibilisation, au développement de la pédagogie et à la formation de la conscience citoyenne sur le plan de la défense de l'environnement. Jusqu'à présent, et dans leur écrasante majorité, la presse écrite et les médias audiovisuels, publics et privés, n'ont pas pu s'offrir des journalistes spécialisés dans l'environnement, l'éducation, la santé, la culture ou l'économie. Les rares titres qui ont stabilisé des rédacteurs dans des pages économiques ou culturelles se comptent sur les doigts d'une seule main.

## Promouvoir le volet de la sensibilisation

Les valeurs relatives à la protection de l'environnement et à la promotion d'un cadre de vie sain, commencent à peine à faire l'objet d'un intérêt tout relatif de l'administration. Et ce ne sont pas les journées d'études et les séminaires budgétaires qui vont pouvoir régler une situation qui commence à échapper à tous les segments de l'administration locale, de l'administration de l'environnement, des établissements chargés du nettoyage et de la société civile. S'agissant des déchets ménagers et industriels, l'on a souvent reproché aux collectivités locales l'absence de tri des produits collectés. Cependant, la question demeure non résolue si la destination finale de ces produits demeure unique, à savoir les centres d'enfouissement technique ou des décharges à ciel ouvert. Autrement dit, tant que l'industrie du recyclage n'est pas bien installée - pouvant créer elle-même ses réseaux de collecte-, le tri des déchets, s'il arrive à s'organiser et à se généraliser - demeurera presque comme un «luxe» qu'il est difficile de maintenir longtemps sans un réseau spécialisé de collecte.

Au cours des 10 dernières années, les constats de dégradation de l'environnement se multiplient au niveau de l'ensemble du territoire national. Presque aucune région n'est épargnée, y compris la douce et vierge campagne des années 1970 du siècle dernier. Qu'il s'agisse de la pollution de l'air et des eaux, des éboulements et affaissements de terrains, d'érection de monticules d'ordures ménagères dans la ville ou à la campagne, ou bien d'autres phénomènes nuisibles à la santé des citoyens, la palette des atteintes à l'environnement s'accroît et se diversifie chaque jour davantage. La sensibilisation en direction des citoyens n'est pas l'apanage de la presse et des médias audiovisuels. L'implication des élèves des écoles et des scouts dans différentes opérations de nettoyage dans les jardins publics et autour des barrages hydrauliques, ainsi que leur participation à la célébration des journées internationales, comme celle de l'arbre, des zones humides, de la lutte contre la désertification, constituent des moments privilégiés pour élever leur niveau de conscience par rapport à la donne environnementale. Certains résultats, aussi mineurs soient-ils, commencent déjà à être perçus au niveau des réseaux sociaux et sur le terrain, à travers des campagnes de volontariat menées dans certains villages.

A l'horizon 2021/2022

# 17 millions de tonnes de marchandises par rail/an

Plus de 60 millions de voyageurs et 17 millions de tonnes de marchandises/an seront transportés par les lignes du réseau ferroviaire national à l'horizon 2021/2022, a annoncé, dimanche à partir de Boumerdès, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane.



La consécration de cet objectif a nécessité la mobilisation de tous les moyens en vue de la réhabilitation de 202 locomotives, actuellement en cours d'installation sur le réseau ferroviaire national qui a également bénéficié de travaux de maintenance, outre l'acquisition et la mise en service de 22 locomotives de type Coradia, a indiqué le ministre en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Boumerdès.

Abdelghani Zaâlane a également fait part, dans la même perspective, de la programmation d'une extension du réseau ferroviaire national grâce à la réalisation, en cours, de 2 300 km de lignes à l'échelle nationale, lesquelles

s'ajouteront aux 4 200 km déjà opérationnelles.

La réalisation de cette extension portera la longueur du réseau ferroviaire national à 6 300 km à l'horizon 2030. Le ministre a insisté, à ce propos, sur l'impérative amélioration des prestations offertes aux voyageurs au niveau des gares ferroviaires, notamment en ce qui concerne l'hygiène, tout en recommandant l'entretien des équipements et des commodités en leur sein, préoccupation, a-t-il dit, qui doit être surmontée, car le bien-être des citoyens est «au cœur des stratégies» actuellement en cours sur le terrain.

En inspectant la gare ferroviaire de la ville de Boumerdès, ayant fait l'ob-

jet de travaux de réaménagement, M. Zaâlane a réitéré l'impératif d'y assurer diverses prestations et offrir commodités aux voyageurs, dont notamment l'ouverture d'agences bancaires et d'assurances et des locaux commerciaux.

Il a, en outre, appelé à faire de cette gare, au même titre que les autres gares du pays, un «trait d'union» entre différents modes de transport (bus de transport de voyageurs et taxis).

«Il ne suffit pas de réaliser rapidement des commodités, quand il existe un déficit dans la culture d'entretien et d'hygiène», a-t-il, par ailleurs, observé.

Sur place, un exposé sur l'état des lieux du secteur

des transports et des travaux publics à Boumerdès a été présenté au ministre qui a plaidé pour la nécessaire «ouverture du secteur aux opérateurs privés, tout en les encourageant à investir les domaines du transport public, de l'entretien et de la réalisation de gares de transport, ceci d'autant plus que la wilaya accuse un déficit en la matière», a-t-il relevé.

Le ministre a souligné, à cet effet, l'existence, à travers le pays, de «modèles réussis d'investisseurs privés dans ce domaine», et qui plus est «respectent le cahier des charges et les maquettes élaborées par le secteur».

O. L.

Depuis le début de Ramadhan à l'est du pays

## Production d'un million de litres de lait/jour

Une production quotidienne de l'ordre d'un million de litres de lait pasteurisé a été enregistrée depuis le début du mois de Ramadhan dans les six wilayas de l'Est, relevant de la direction régionale du Commerce, a indiqué, dimanche à Batna, son directeur Brahim Khidri.

La quantité produite à un taux de plus de 60% par les laiteries publiques des Aures (Batna) et de Numidia de la wilaya de Constantine, a permis de répondre aux besoins des citoyens en cette matière dans les wilayas de Constantine, Batna, Khenchela, Tébessa, Oum El Bouaghi en plus de la wilaya-déléguée d'Ouled Djellal, a indiqué le responsable à l'APS.

«Aucune perturbation dans la distribution n'a été signalée», s'est-il félicité.

L'abondance enregistrée dans la production laitière est due à la quantité supplémentaire de la matière première (poudre de lait) estimée à 522 tonnes, fournies par l'Office national interprofessionnel du lait (Onil) et affectée en faveur des 17 laiteries, réparties sur les wilayas de cette région, a-t-il déclaré. «4 500 tonnes de poudre de lait ont été fournies par l'Onil pour les laiteries publiques et privées à l'échelle nationale afin de soutenir la production du lait en sachet, sur décision du gouvernement», a-t-il relevé. Plus de la moitié de cette quantité consacrée aux laiteries de la zone de Batna pour soutenir la production laitière pasteurisée, a été dirigée vers les laiteries des Aures (Batna) et Numidia (Constantine), tandis que le reste a été réservé aux 15 autres laiteries relevant du secteur public et privé, a ajouté la même source.

Une quantité «record» de pas moins de 550 000 litres de lait pasteurisé a été réalisée par la laiterie publique Aurès, relevant du groupe industriel de productions laitières Giplait pendant ce mois sacré, a révélé de son côté, le P-DG de cette unité, Ahmed El Amraoui.

«Cet aliment nutritif est disponible à travers tout le réseau de distribution des laiteries qui comprend six wilayas de l'Est et du Sud-Est du pays», a-t-il assuré.

Des commerçants de la capitale des Aures ont affirmé pour leur part que «le lait pasteurisé est disponible dans la wilaya de Batna depuis le début du mois de Ramadhan en cours et aucune perturbation dans la distribution n'a été enregistrée durant toute cette période».

M. T.

Laghouat

## Réactivation attendue de plusieurs projets agricoles

Plusieurs opérations de développement dans la wilaya de Laghouat, relevant de différents programmes agricoles, vont être réactivées après avoir fait l'objet de mesures de gel financier, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Il s'agit d'un projet de réalisation de 267 km d'électrification agricole, pour un montant de 900 millions de DA, répartis entre huit communes de la wilaya qui s'ajoutent à la réalisation de 300 km, déjà réceptionnés dans différentes régions de la wilaya.

Les services de la wilaya ont fait état aussi de la réalisation en cours de 15 km d'électrification agricole au profit des régions de Aïn Mansour, Charm Sekek, Tafza, dans la commune d'Aflou, en plus de 18 km en phase de lancement du marché.

Le programme prévoit également l'ouverture, pour une enveloppe de 30 millions de DA, de 25 km de pistes rurales, dont l'étude technique a été finalisée, en attendant le dégel du projet et sa concrétisation.

La wilaya de Laghouat s'est vu accorder, au titre du fonds de développement des régions du Sud, un projet de réalisation de 655 km de pistes agricoles, dont près de 250 km en ont été achevés et les études techniques de 400 autres km ont été finalisées.

Sept opérations de développement dans le domaine agricole, pour un financement global de plus de 2,16 milliards de DA, avaient été gelées, selon les services de la wilaya.

L. T.

Prix du pétrole

## Le Brent à plus de 76 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient à nouveau hier en cours d'échanges européens après la dernière réunion technique de l'Opep et de ses partenaires avant la réunion officielle de Vienne, où l'avenir de l'accord de limitation de la production devrait être décidé.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 76,26 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 53 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juillet cédait 14 cents à 65,67 dollars.

«Des éléments qui pèsent sur les prix viennent contrebalancer le risque géopolitique toujours élevé dans le Golfe per-

sique et au Moyen-Orient», ont résumé des analystes.

Des représentants de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de certains de leurs partenaires se sont réunis samedi pour une dernière réunion technique de suivi de l'accord de limitation de la production, qui les unit depuis début 2017.

Les deux piliers de l'accord, l'Arabie Saoudite et la Russie, évoquent, d'ores et déjà, une hausse de la production au deuxième semestre, alors que le cartel et ses partenaires se réuniront officiellement le 22 juin à Vienne.

«Nous estimons que la hausse de la production se fera de façon progressive», a estimé un analyste. Selon lui, l'Arabie Saoudite n'a, en effet, pas intérêt à trop augmenter sa production, car «son but principal est de s'assurer de prix du pétro-

le élevés pour introduire en Bourse le bijou national qu'est Saudi Aramco», le géant pétrolier dont l'introduction en Bourse est prévu pour 2019.

La Russie comme l'Arabie Saoudite veulent cependant s'assurer que le marché ne sera pas trop déstabilisé par les baisses non volontaires de certains grands producteurs.

Si la production du Venezuela et de l'Angola reculent, les marchés craignent également de perdre la production iranienne avec le rétablissement des sanctions américaines.

«L'effet des sanctions sur les marchés ne se fera pas sentir avant novembre et la fin d'une période de transition», a toutefois noté un autre analyste, qui souligne que le pays exporte pour l'instant à des niveaux élevés.

R. E.

Sahara occidental

# Le Front Polisario appelle le Conseil de sécurité à la relance des pourparlers

**Le Front Polisario a lancé samedi un appel au Conseil de sécurité, au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et à son Envoyé personnel, Horst Kohler, pour «organiser des négociations directes entre les parties du conflit sahraoui, le Maroc et le Sahara occidental et ce, dans les plus brefs délais possibles, conformément à la dernière résolution 2414», réitérant «son entière disponibilité à engager des pourparlers directs et sans conditions préalables avec Rabat devant permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination».**



**D**ans une lettre adressée par la représentation du Front Polisario aux Nations unies, au président du Conseil de sécu-

rité, dont la présidence tournante est assurée par l'ambassadeur et représentant permanent de la Fédération de Russie, Vassily Nebenzia, le Front a réitéré «sa

pleine disponibilité à engager des négociations directes sans conditions préalables avec le Maroc devant mener à l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable d'autodétermination, conformément à la résolution 2414 du Conseil de sécurité adoptée le 27 avril dernier».

Le Front Polisario a considéré, dans sa lettre transmise au Conseil de sécurité, que «la résolution 2414 était un signal fort et une lueur d'espoir pour que le peuple sahraoui puisse voir le Conseil de sécurité assumer pleinement ses responsabilités dans le processus de la décolonisation du Sahara occidental», dernière colonie en Afrique.

De ce sillage, le Front Polisario a indiqué que «le renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) pour une durée de six mois, dont la mission principale et fondamentale est celle de veiller à l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui en coopération avec l'Union africaine, est en soi un point positif».

Le Front Polisario, qui a réitéré par la même occasion son engagement entier et permanent envers les résolutions prises par le Conseil de sécurité en rapport avec le Sahara occidental, y compris la résolution 2414 approuvée par le Conseil de sécurité le 27 avril 2018, a renouvelé sa disponibilité de coopérer pleinement avec les efforts du secrétaire général des Nations unies et son envoyé personnel.

«Le Front Polisario a réaffirmé sa volonté - comme l'avait exprimé officiellement le secrétaire général du Front, M. Ibrahim Ghali, à l'occasion des festivités de célébration du 45<sup>ème</sup> anniversaire de la création du Front populaire de libération de la Segouia el Hamra et du Rio de Oro - pour entamer immédiatement avec le Maroc des négociations directes sans conditions préalables et de bonne foi, comme l'exige le Conseil de sécurité sous les auspices de l'Envoyé personnel, visant à garantir le droit de notre peuple à l'autodétermination et à mettre fin à cette tragédie de longue date dans l'intérêt de la paix et de la sécurité dans la région», a souligné le Front Polisario dans sa lettre.

Reda A.

Parti populaire européen

## Les jeunes appellent au respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

**L**es jeunes du Parti populaire européen (PPE), première force politique au Parlement européen, ont exhorté le Maroc et le Front Polisario à trouver une solution au conflit du Sahara occidental qui permette au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination.

Dans une résolution adoptée lors de la réunion du conseil de ce mouvement de jeunesse officiel du PPE, les participants ont affirmé que la solution au conflit du Sahara occidental devrait être trouvée à travers des «négociations et pourparlers de paix» entre le Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, et le gouvernement marocain.

«Plus de 100 résolutions de l'ONU appellent au respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», ont-ils précisé, regrettant que les plans de l'ONU pour organiser un référendum d'autodétermination soient encore «gelés».

Les jeunes du PPE ont appelé également le Maroc à coopérer avec le Conseil de sécurité des Nations unies pour permettre à la Mission de l'ONU pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) de surveiller les violations des droits de l'homme, relevant que la Minurso est la seule mission onusienne dépourvue d'un tel mandat.

Ils ont affirmé, à ce propos, partager avec le Secrétaire gé-

ral des Nations unies et avec le Parlement européen leurs «préoccupations» au sujet des violations continues des droits de l'homme commises par le Maroc au Sahara occidental occupé.

La jeunesse du PPE a déploré, par ailleurs, le black-out total imposé au Sahara occidental occupé à travers l'interdiction d'entrée décrétée par les autorités marocaines aux observateurs étrangers, notamment les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les ONG, et les parlementaires européens.

Pour cette organisation du PPE, la Commission européenne et les Etats membres de l'UE doivent se conformer aux décisions

de la Cour européenne de justice (Cjue), mettant l'accent sur la nécessité d'exclure le Sahara occidental des négociations avec le Maroc sur les accords commerciaux. «L'UE et ses Etats membres doivent veiller à ce que toutes leurs transactions avec le Maroc soient strictement limitées au territoire internationalement reconnu du Maroc», a plaidé ce mouvement dans sa résolution, appelant les entreprises européennes à cesser leurs activités économiques illégales au Sahara occidental occupé.

Pour ces jeunes, le non-respect par l'UE des dernières décisions de la Cjue qui a conclu que ni les accords d'associations et de

libéralisation des produits agricoles, ni l'accord de pêche avec le Maroc ne sont applicables au Sahara occidental, «portera atteinte à la crédibilité de l'UE».

Les jeunes du PPE ont appelé, en outre, l'UE et ses Etats membres à élaborer une stratégie «ambitieuse et globale» visant à soutenir les efforts de l'ONU pour le règlement de ce conflit et répondre aux besoins de la population sahraouie.

Ils ont rappelé, à ce titre, qu'aucun Etat membre de l'UE, ni aucun autre pays au monde, ne reconnaît la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

H. T.

Droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

## Le président du Botswana réitère le soutien indéfectible de son pays

**L**e président de la République du Botswana, Mokgweetsi Masisi, a réitéré le soutien indéfectible de son pays au peuple sahraoui dans sa lutte pour l'autodétermination et l'indépendance, déplorant le fait que le Sahara occidental demeure inscrit sur la liste des Nations unies des territoires non autonomes.

Dans un communiqué commun sanctionnant la première visite officielle du président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali en République du Botswana, du 31 mai au 2 juin, le président Masisi s'est dit profondément peiné par les années de souffrances et de répression endurées par le peuple sahraoui, affirmant que «ce peuple mérite, à l'image de tous les peuples de l'Afrique, de jouir de son droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance». Déplorant le fait que le Sahara occidental demeure toujours inscrit sur la liste des Nations unies des territoires non autonomes, il a réitéré au président Brahim Ghali

«le soutien indéfectible du Botswana au peuple sahraoui dans son processus d'autodétermination et d'indépendance», rapporte l'Agence de presse sahraouie (SPS). Concernant le conflit du Sahara Occidental, les présidents Mokgweetsi Masisi et Brahim Ghali ont exprimé «tout leur appui et toute leur confiance aux efforts de l'envoyé spécial du SG au Sahara occidental, Horst Kohler pour parvenir à un solution juste et durable au conflit entre le Royaume du Maroc et la Rasd, et pour mobiliser le soutien de la communauté internationale en faveur de l'application de toutes les décisions de l'ONU devant permettre au peuple sahraoui de jouir de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance».

Les deux chefs d'Etat ont affirmé que le Maroc par son adhésion à l'Union africaine (UA) «est tenu de se soumettre aux principes et objectifs prévus dans son Acte constitutif, notamment l'impératif du respect des frontières héritées au lendemain de l'indépendance», indique le même communiqué. Lors

de leurs entretiens officiels, les deux présidents ont eu des discussions profondes et fructueuses sur les questions d'intérêt commun aux plans bilatéral, régional et international.

Se félicitant des liens d'amitié et de solidarité et des relations de fraternité existant entre les deux pays, les présidents Mokgweetsi Masisi et Brahim Ghali ont réaffirmé leur engagement à oeuvrer ensemble à leur amélioration, ajoute la même source.

A ce propos, les deux chefs d'Etat ont convenu de l'établissement officiel de relations diplomatiques entre les deux pays en vue de renforcer la concertation permanente, consolider les liens d'amitié et de solidarité et asseoir un base de coopération fructueuse dans les domaines économique, social et culturel au service des intérêts communs des deux peuples.

Lors de sa visite, le président sahraoui s'est entretenu avec le vice-président de la République de Botswana, Slumber Tosgwane et la présidente de l'Assemblée

nationale de Botswana, Gladys Kokorwe.

M. Ghali et la délégation qui l'accompagne ont effectué, également, une visite à la mine de Karowe pour s'enquérir de l'expérience de Botswana en matière d'industrie minière de diamants.

Le président de la Rasd, Secrétaire général du front Polisario, Brahim Ghali a exprimé, au président Mokgweetsi Masisi, et au peuple et gouvernement de la République de Botswana, ses remerciements pour «le soutien constant et de principe qu'ils n'ont eu de cesse d'apporter à la République sahraouie dans sa lutte légitime pour la liberté, l'autodétermination et l'indépendance». Le président Ghali a salué, dans ce contexte, la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) d'organiser un grand sommet régional en solidarité avec le Sahara occidental pour mobiliser la communauté internationale en faveur de la décolonisation de la dernière colonie en Afrique.

L. A.

Tizi Ouzou

# Plus de 500 tonnes de déchets plastiques récupérées

Une quantité de 516,46 tonnes de déchets plastiques a été récupérée par le Centre d'enfouissement technique (CET) de Tizi Ouzou, entre 2017 et 2018, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'Environnement.



**L**e chef de service environnement, urbanisme et industrie, Lynda Laâzib, a indiqué à l'APS, que sur ces 516,46 tonnes, 356,72 tonnes ont été collectées en 2017 dont 221,5 tonnes de PET (notamment utilisé pour la fabrication de bouteilles de boissons et les emballages jetables de produits alimentaires), 86,78 tonnes de Pehd

(emballages de produits détergents et cosmétiques, caisses, conduites) et 46,14 tonnes de films plastiques.

Pour l'année 2018 et selon un bilan arrêté au mois de mai écoulé, une quantité de 159,74 tonnes de déchets plastiques a été récupérée dont 116 tonnes de PET, 25,72 tonnes de Pehd et 17,52 tonnes de films plastiques, a-t-on ajouté de même source.

Laazib a expliqué que le PET représente 27,5 tonnes/jour de PET, soit 3% du volume global des déchets de la wilaya de Tizi Ouzou qui génère quotidiennement une moyenne de 902 tonnes d'ordures à raison de 0,8 kg de déchet par jour et par habitant. La part des autres déchets plastiques est estimée à 153 tonnes/jour représentant un taux de 17%, a-t-elle relevé.

## 31 cas de brucellose enregistrés depuis avril

Pas moins de 31 cas de brucellose ont été enregistrés depuis le 1er avril dernier par les services de la direction de la santé (DSP) de Tizi Ouzou, apprend-on dimanche auprès de ces services.

La cause principale de la maladie est " la consommation de lait cru de bêtes malades et non traitées ", explique Oulamara Idir, biologiste à la sous-direction de la prévention générale de la DSP qui précise que " la période d'incubation de la bactérie peut aller de 3 à 6 mois ".

Sur les 31 cas recensés, âgé de 5 à 85 ans, 22 ont été enregistrés dans la localité de Ouaguenoun et les neuf autres éparpillés à travers différents foyers, notamment à Aït Boumehti, Draâ El Mizan, Illiltin, Tizi Rached et Aït Oumalou. A Ouaguenoun, fait savoir la même source, " l'ensemble des sujets affecté ont consommé du lait cru provenant d'une même vache qui a été abattue ".

Pour prévenir la maladie, Oulamara recommande aux consommateurs " de bouillir systématiquement le lait quel que soit sa provenance " et aux éleveurs de " se protéger et de veiller au suivi de leurs cheptels par les services vétérinaires ". La brucellose est une maladie infectieuse due à une bactérie du genre

*Brucella*, commune à certains animaux et à l'homme, elle est classée, en Algérie comme dans plusieurs pays en développement, notamment comme maladie professionnelle à déclaration obligatoire (Mpdo).

Une fois détecté par le médecin, " le sujet malade doit être déclaré à nos services pour que nos équipes se déplacent pour circonscrire la maladie et dépister les bêtes malades ainsi que leur entourage ", explique Oulamara.

Enfin et s'agissant des bêtes malades, le biologiste indique qu' " il n'y a pas de remède et elles sont systématiquement abattues, tandis que pour les cas humains, ils sont orientés vers le service des maladies infectieuses pour être hospitalisés et traités ".

Production de tomate industrielle à Skikda

## Hausse prévisionnelle de 1,4 million de quintaux

**U**ne hausse de 1,4 de million de quintaux dans la production de la tomate industrielle est attendue dans la wilaya de Skikda, au titre de la campagne agricole en cours, a déclaré samedi le chargé de communication de la direction des services agricoles (DSA). " La production de la tomate industrielle atteindra cinq millions de quintaux ", a indiqué à l'APS, M. Rabah Mesikh, rappelant que 3,6 millions de quintaux de tomate industrielle avaient été récoltés au cours de la précédente saison agricole. Il a, dans ce contexte, ajouté que la surface agricole réservée à la tomate indus-

trielle est passée de 7 228 ha l'an dernier à 8 177 ha pour cette saison. La majorité des surfaces consacrées à la production de la tomate industrielle est concentrée dans la zone est de la wilaya en l'occurrence dans les daïras de Azzaba et de Ben Azzouz, a ajouté le responsable, soulignant que les responsables de ce secteur prévoient la réalisation d'un rendement moyen de 550 q/ha contre 500 q/ha recensé l'année dernière.

" Le suivi de l'itinéraire technique et scientifique moderne dans les étapes d'ensemencement, l'introduction des espèces hybrides à haut rendement, la maîtrise des

méthodes de lutte contre les maladies pouvant affecter cette culture et la bonne utilisation des engrais ", sont les facteurs essentiels qui ont favorisé l'augmentation de cette production, a-t-il affirmé.

La mise en place de nouveaux programmes de soutien agricole, portant, entre autres, sur l'encouragement à l'adoption du système goutte-à-goutte, a également contribué à soutenir largement la production dans ce domaine, a considéré M. Mesikh, notant que les producteurs concernés bénéficieront de soutien financier de l'Etat estimé à 50% de la valeur du projet. Le

directeur de la Caisse régionale de mutualité agricole (Crma), Samir Si Amara, a indiqué, de son côté, que plusieurs campagnes de sensibilisation ciblant les fellahs versés dans la filière tomate industrielle ont été organisées. Ils ont axé sur les mesures préventives prises pour la protection des productions stratégiques de base et ont permis de présenter les différents services offerts par cette caisse. A signaler que la wilaya de Skikda est leader en matière de production de tomate industrielle à l'échelle nationale, assurant plus de 50% de la production nationale.

L. T.

Oran

## Un petit musée marin de l'association Barbarous

L'association écologique marine Barbarous, qui a réceptionné son nouveau siège au niveau du port d'Oran, s'est lancée dans la réalisation d'un petit musée marin, qui sera ouvert au grand public vers la mi-juillet, a-t-on appris dimanche auprès du secrétaire général de l'association.

Le nouveau siège d'une superficie de 200 mètres carrés abritera un petit musée marin et un centre pédagogique pour accueillir des activités dédiées à des enfants, en plus d'un club de plongée pour les grands et les petits, a expliqué Amine Chakouri, précisant que le musée occupera le plus grand espace.

Le centre pédagogique sera encadré par des spécialistes de la biodiversité marine, des universitaires notamment, qui continueront à mener un travail de sensibilisation auprès du jeune public, en organisant des activités autour des menaces qui guettent l'environnement marin et des gestes à adopter pour le préserver.

S'agissant des pièces à exposer dans cette espace, M. Chakouri a fait savoir que les membres de l'association, des plongeurs pour la majorité, ont pu réunir des collections intéressantes, englobant des poissons conservés dans du formol ou leur squelette, des épaves de bateaux récupérées dans le fonds, d'anciens équipements de plongée, des scaphandres

à casque datant du XIXe siècle, notamment, ainsi que des pièces de monnaie très anciennes récupérées par des plongeurs.

Une riche documentation sera aussi disponible au niveau de cet espace que ses initiateurs espèrent voir inclure dans les circuits des Jeux méditerranéens 2021, a-t-il fait savoir, soulignant que l'association compte proposer plusieurs activités dans ce même cadre comme des baptêmes de plongée, des balades en mer et des visites guidées aux îles oranaises.

R. O.

Reda A.



Incendies de forêts à Médéa

# Lancement d'une caravane d'information et de prévention



**Une caravane d'information et de prévention contre les incendies de forêts et feux de récoltes entamera, dimanche, un périple à travers plusieurs zones forestières de la wilaya de Médéa en vue d'inciter les citoyens et les agriculteurs à davantage de vigilance à l'approche de la saison estivale, a indiqué la protection civile.**

**S'**'étalant sur une durée de cinq jours, cette caravane d'information effectuera des haltes au niveau des zones forestières qui ont été très affectées, durant la saison estivale écoulée, ce avec la perte d'une bonne partie de leur patrimoine forestier, en l'occurrence «Sidi-Amar», dans la commune de Médéa, «El-Houachène», commune de Tamesguida, ou «Ouled Hadria», relevant de la commune montagnaise de Baata, à l'extrême nord-est de la wilaya, a-

t-on fait savoir.

Deux autres zones également touchées par la vague d'incendies de 2017, à savoir «En-nain», commune de Tablât, nord-est, et «Sou abria», dans la commune d'Oued Bouchra, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, marqueront les deux dernières étapes de cette caravane dont l'encadrement tentera de sensibiliser les villageois et, plus particulièrement les agriculteurs, quant aux risques encourus en cas de non-respect de certaines règles et à l'importance de veiller à la préservation du patrimoine naturel local.

Quelque 2383 hectares de forêts ont été réduits en cendre, dans pas moins de 183 foyers d'incendies enregistrés durant la saison estivale 2017, d'après les services de la direction des forêts, partenaire de cette opération d'information et de prévention. Le but de ce travail de proximité est de réduire les pertes occasionnées, chaque saison estivale, par les incendies de forêts, et d'essayer, d'autre part, de

limiter les autres dégâts engendrés par les feux de récoltes, autre facteur de risque que les animateurs de cette caravane vont expliquer aux citoyens pour les préparer à faire face à ce genre de sinistre, a-t-on précisé.

Le recours aux techniques ancestrales de défrichages des terres, basées sur l'utilisation des flammes, à l'origine de beaucoup de départ de feu, ainsi que les conditions d'utilisation des machines et des engins agricoles non équipés de moyens de lutte anti incendie, et le respect des règles d'entreposage des bottes de pailles, figurent parmi les principaux sujets qui seront débattus avec les populations ciblées par cette caravane, a-t-on ajouté. La Protection civile de Médéa avait recensé, durant la saison estivale 2017, 55 feux de récoltes qui ont provoqué la destruction de plus de 40 hectares de surfaces céréalières, 23 hectares de plantations fruitières et la perte de 5334 arbres fruitiers et rustiques.

Bilal L.

Bordj Bou Arreridj

## Le barrage d'Ain Zada atteint plus de 30 millions m3

Le barrage d'Ain Zada de la wilaya de Bordj Bou Arreridj a atteint plus de 30 millions m3 représentant près de 40 % de sa capacité totale de stockage, estimée à 122 millions m3, a-t-on appris samedi du directeur local des Ressources en eau. Ce taux de remplissage enregistré dans cette structure hydraulique résulte des quantités considérables de pluies qui ont affecté récemment la région de Bordj Bou Arreridj, a indiqué à l'APS, Abdelali Ghediri. Il a également affirmé que ce volume d'eau stocké a permis de dissiper le spectre d'un déficit en eau d'autant, a-t-il soutenu, que le barrage avait atteint avant les

dernières précipitations «la zone rouge». M. Ghediri a assuré que durant cette saison estivale, les zones urbaines du chef lieu de wilaya et celles des communes voisines seront alimentées «en quantités suffisantes» d'eau potable du fait que le taux de remplissage actuel du barrage répond aux besoins annuels de la région, estimés à 38 millions m3.

S'agissant des perturbations de l'alimentation en eau potable (AEP) enregistrées récemment dans les communes de Bir Kasdali et de Sidi Embarek (Est de Bordj Bou Arreridj), suite à une panne dans la sta-

tion de pompage, le responsable a déclaré que «le problème sera réglé à la faveur de la mise en service prochaine d'une nouvelle station de pompage».

Il est à signaler que le barrage d'Ain Zada sera destiné uniquement à l'approvisionnement du chef lieu de wilaya après l'achèvement des travaux du projet des grands transferts, qui permettra d'alimenter douze (12) communes de la région Nord de la wilaya, à partir du barrage de Tilesdit (Bouira) et huit (8) communes à partir du barrage de Tichy-haf (Bejaia).

O. Y.

Laghouat

## Réactivation attendue de plusieurs projets agricoles

Plusieurs opérations de développement dans la wilaya de Laghouat, relevant de différents programmes agricoles, vont être réactivés après avoir fait l'objet de mesures de gel financier, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Il s'agit d'un projet de réalisation de 267 km d'électrification agricole, pour un montant de 900 millions DA, répartis entre huit communes de la wilaya qui s'ajoutent à la réalisation de 300 km, déjà réceptionnés dans différentes régions de la wilaya.

Les services de la wilaya ont fait état aussi de la réalisation en cours de 15 km d'électrification agricole au profit des régions d'Ain-Mansour, Charm Sekek, Tafza, dans la commune d'Aflou, en plus de 18 km en phase de lancement du marché.

Le programme prévoit également l'ouverture, pour une enveloppe de 30 millions DA, de 25 km de pistes rurales, dont l'étude technique a été finalisée, en attendant le dégel du projet et sa concrétisation.

La wilaya de Laghouat s'est vue accorder, au titre du fonds de développement des régions du Sud, un projet de réalisation de 655 km de pistes agricoles, dont près de 250 km en ont été achevés et les études techniques de 400 autres km ont été finalisées. Sept opérations de développement dans le domaine agricole, pour un financement global de plus de 2,16 milliards DA, avaient été gelées, selon les services de la wilaya.

Salem M.

Ghardaïa

## Renforcement du réseau électrique

■ Un investissement de plus de 159 millions de DA a été consenti par la société de distribution de l'électricité et du gaz-Centre (SDC-filiale de Sonelgaz) pour renforcer et améliorer le réseau de distribution de l'électricité à travers la wilaya de Ghardaïa durant la période estivale, indique un communiqué de la direction locale de l'entreprise.

Ce programme consiste en la réalisation d'un réseau de 43,5 km de lignes électriques (25 km de moyenne tension et 18 km de basse tension) et l'installation de quatre nouveaux postes transformateurs, afin de renforcer et sécuriser l'alimentation en énergie électrique de l'ensemble des localités de la wilaya, est-il précisé dans le communiqué de la cellule de communication.

La demande croissante en électricité, aussi bien de la population que des secteurs d'activité économique, notamment en période estivale, a imposé la mise en œuvre de ce programme afin d'améliorer la distribution et d'éviter des désagréments aux abonnés durant les pics de chaleur en été, et cela en dépit de nombreux obstacles liés à la rareté des assiettes foncières devant accueillir les transformateurs, ont expliqué les responsables locaux de la SDC.

Ils ont précisé, à ce propos, que deux transformateurs sur les quatre prévus dans ce programme ont été réalisés.

Un investissement de plus de trois (3) milliards DA a été concrétisé par la SDC-Ghardaïa depuis l'année 2013, avec essentiellement la réalisation, dans les différentes localités de la wilaya, de plus de 534 km linéaires de renforcement du réseau d'électricité et de 317 postes de transformateurs, selon le communiqué de la SDC.

Cet investissement a permis d'éviter les perturbations dans la distribution de l'électricité, notamment en période estivale, sur l'ensemble des localités de la wilaya.

Reda A.

Ouargla

## Plus de 55.000 qx de céréales récoltées à ce jour

■ Une production de plus de 55.000 quintaux de céréales a été récoltée à ce jour dans la wilaya d'Ouargla, dans le cadre de la campagne moissons-battages lancée le 12 mai dernier a-t-on appris dimanche auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Entreposée au niveau de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Ouargla, cette récolte, composée à 90% de blé dur et le reste de blé tendre et d'orge, a été réalisée sur une superficie de 1.600 ha des 2.600 ha emblavés, a-t-on signalé.

Les prévisions de la DSA tablent, au titre de cette campagne qui s'achèvera à la fin juin en cours, sur une moisson de 100.000 qx de céréales, soit une hausse de près de 32.000 qx par rapport à la récolte de la saison écoulée. Cette hausse est imputée par la DSA à une série de facteurs liés notamment à l'extension de la surface réservée à la céréaliculture qui a gagné du terrain avec un accroissement de près de 800 ha par rapport à la saison écoulée (1.800 ha).

H. T.



# CONFLITS

Afghanistan

## Au moins sept morts dans un attentat-suicide contre des chefs religieux

Au moins sept personnes ont été tuées et neuf blessées, hier à Kaboul, dans un attentat-suicide visant un rassemblement de dignitaires religieux qui venaient de proclamer une fatwa contre le terrorisme, moins d'une heure auparavant.



L'assaillant, qui s'est présenté à pied, s'est fait exploser avant l'entrée de la tente où se tenait cette loya jirga (grande assemblée en langue pachtou) de milliers de oulémas venus des 34 provinces, tuant et blessant essentiellement des civils, selon la police.

«Selon nos premières informations, sept personnes ont été tuées, dont un policier, et neuf blessées, dont deux policiers», a indiqué à l'AFP, le porte-parole de la police de Kaboul Hashmat Stanikzai.

«Les victimes sont principalement des habitants du quartier, mais il peut y avoir des invités de la conférence parmi elles», a indiqué à l'AFP, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Najib Danish, confirmant ce bilan «susceptible d'évoluer», a-t-il prévenu.

«Nous avons pris des mesures de sécurité, mais le kamikaze s'est présenté déguisé en invité, avant de se faire exploser», a-t-il poursuivi.

Les religieux s'apprêtaient à quitter les lieux quand l'attentat

s'est produit, en fin de matinée dans l'ouest de la capitale afghane.

La tente avait été dressée à l'entrée des jardins de l'Ecole polytechnique, près de l'université de Kaboul et derrière le complexe de l'Académie militaire.

Mais l'ensemble de la ville était entièrement paralysé par les bouchons juste après l'attaque, ont noté les journalistes de l'AFP.

L'opération n'a pas été immédiatement revendiquée, mais les taliban ont affirmé sur Twitter qu'ils n'étaient pas impliqués. D'après leur porte-parole, Zabihullah Mujahid, «l'explosion de Kaboul n'a rien à voir avec nos moudjahidines».

La branche locale du groupe Etat islamique est également très active dans Kaboul, devenue le lieu le plus dangereux du pays pour les civils.

«Vers 11h30 (7h00 GMT) une attaque-suicide a visé le district PD5 où une réunion d'oulémas venait de prendre fin. L'attaque s'est produite à l'extérieur» avait précédemment déclaré Hashmat Stanikzai.

Une source de sécurité a confié à l'AFP que le kamikaze, qui avait attaché les explosifs autour de sa poitrine, a «déclenché sa charge dans la rue, près de l'entrée de la tente où les oulémas étaient rassemblés et ont délivré une fatwa contre le terrorisme et les attaques-suicides».

### Alliés du gouvernement

Selon les médias locaux, au moins 3 000 religieux avaient assisté à cette conférence. La fatwa venait d'être décrétée, en direct à la télévision, quand l'attentat s'est produit.

Les oulémas sont considérés comme des alliés du gouvernement afghan par nombre d'insurgés qui prétendent agir au nom de l'Islam.

Un porte-parole du gouvernement a publié sur Twitter le contenu de la fatwa, un décret religieux déclarant «les attaques-suicides et les explosions contraires à l'Islam et un péché majeur».

«Les guerres en cours en Afghanistan n'ont aucun fonde-

ment légal, seuls les Afghans en sont victimes. Elles n'ont aucune valeur religieuse ou humaine», précise le texte.

Plusieurs attentats ont secoué le pays depuis le début du ramadan, mi-mai, visant le plus souvent les forces de sécurité. Le ministère de l'Intérieur avait été ciblé la semaine dernière: un commando d'une dizaine de kamikazes se revendiquant de l'EI avait lancé une opération-suicide contre le vaste complexe, tuant un policier avant d'être abattu dès le franchissement du premier barrage.

Mais la cible était hautement symbolique.

Le même jour, les taliban avaient revendiqué l'attaque d'un poste de police dans le Logar, à moins de 70 km au sud-est de Kaboul: six policiers avaient été tués et huit civils blessés. Le mois dernier, les taliban avaient invité les Kaboulis à se tenir à l'écart de «sites militaires» dans le souci «d'éviter les victimes civiles» qui continuent de payer un lourd tribut au conflit en cours.

AFP

Ghaza

## Un Palestinien tué par l'armée d'occupation israélienne

Un Palestinien a été tué par l'armée d'occupation israélienne lundi dans la bande de Ghaza, ont rapporté des médias.

Des soldats de l'occupation ont tiré vers des Palestiniens à l'est de la ville de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza, tuant l'un d'eux, a indiqué l'agence palestinienne Wafa.

Ghaza connaît une véritable escalade israélienne depuis le 30 mars, lorsque les Palestiniens ont décidé d'organiser chaque vendredi «La marche du retour» - fortement réprimée par les forces d'occupation israélienne - en commémoration de la Nekba de 1948, lorsque les Palestiniens ont été chassés de leur terre.

123 Palestiniens ont été tués et des milliers d'autre blessés depuis le premier vendredi de protestation palestinien, selon des sources médicales.

Reda A.

## Nouveaux raids israéliens

L'aviation de l'occupant israélien a perpétré dimanche soir de nouveaux raids sur la bande de Ghaza, le troisième depuis la veille.

Quinze sites ont été frappés par l'armée de l'occupation israélienne au centre de la bande de Ghaza et dans la région de Khan Younés, plus au sud. En outre, le quartier de Choujayah à Ghaza et des infrastructures appartenant aux forces navales du mouvement de résistance palestinien Hamas ont également été bombardés, ont rapporté des médias locaux.

Au moins 123 Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens depuis le 30 mars et le début d'une mobilisation appelée la «grande marche du retour» dans l'est de Ghaza, le long de la barrière érigée par l'occupant israélien.

R. K.

## Turquie Trois soldats tués par le PKK

Trois soldats turcs ont trouvé la mort dimanche au cours d'une attaque du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) dans la province de Hakkari (sud-est), près de la frontière avec l'Irak, a indiqué l'agence étatique turque Anadolu.

Les soldats assuraient la protection d'une équipe d'ouvriers construisant une route dans le district de Daglica, a ajouté l'agence. Un soldat a également été blessé dans cette attaque menée avec un missile téléguidé.

Le sud-est de la Turquie est en proie à des affrontements quasi quotidiens entre forces de l'ordre et rebelles kurdes, depuis la rupture à l'été 2015 d'un cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait près de 40 000 depuis 1984.

Reda A.

Russie

## Poutine invite Kim Jong-un à se rendre en Russie en septembre

Le président russe, Vladimir Poutine, a invité le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un à se rendre en Russie en septembre, a annoncé hier le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov.

L'information avait déjà été rapportée par l'agence de presse russe RIA, citant l'un des vice-présidents de la chambre basse du Parlement, Ivan Melnikov.

Moscou a proposé à Kim Jong-un de se rendre au Forum économique oriental qui

aura lieu en septembre à Vladivostok, dans l'Extrême-Orient russe.

D'autres lieux et d'autres dates sont également en discussion, selon RIA.

L'invitation a été transmise par le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui s'est rendu la semaine dernière à Pyongyang.

Le Kremlin a dit, par ailleurs, n'avoir eu aucune nouvelle de la Maison-Blanche sur la tenue d'un éventuel sommet entre

Poutine et Donald Trump depuis un entretien téléphonique entre les deux hommes, en mars dernier. «Nous ressentons un manque d'initiative (de la part des Etats-Uni)», a déclaré Dmitri Peskov. Le *Wall Street Journal* a rapporté vendredi que la Maison-Blanche aurait commencé à engager des préparatifs en vue d'un éventuel sommet Poutine-Trump. Kim Jong-un et Donald Trump doivent se rencontrer le 12 juin à Singapour.

Reuters



Nigeria

# La police "invite" le président du Sénat

La police nigérienne a invité dimanche le président du Sénat à se rendre dans ses locaux pour répondre aux accusations portées contre lui par un gang responsable d'une série de braquages au cours desquels 33 personnes ont été tuées.



Le président du Sénat, Bukola Saraki, a déclaré dans un communiqué qu'il se rendrait à cette invitation, mais a affirmé qu'il n'avait aucun lien avec ces braquages et a accusé le chef de la police nigérienne de vouloir le piéger.

"Le président du Sénat, Bukola Saraki, est invité par la police à répondre aux accusations portées contre lui par les cinq chefs du gang", qui ont affirmé avoir agi sur ses ordres, a déclaré le porte-parole de la police nigérienne, Jimoh Moshood, dans un communiqué.

Le président du Sénat est le troisième personnage de l'Etat au Nigeria, après le président Muhammadu Buhari et le vice-président Yemi Osinbajo. M.

Saraki est comme eux membre du parti All Progressive Congress (APC), au pouvoir.

Bukola Saraki a été de 2003 à 2011 gouverneur de l'Etat du Kwara, où ont eu lieu les braquages. Au total, 22 suspects, dont les cinq chefs présumés du gang, ont été arrêtés pour leur participation aux braquages de six banques dans la ville d'Offa le 5 avril. "Ils ont aussi avoué avoir été équipés en armes à feu et en véhicules par le président du Sénat, ainsi que par le gouverneur de l'Etat du Kwara, Alhaji Abdulfatah Ahmed", a ajouté le porte-parole de la police.

Bukola Saraki est déjà accusé de corruption. Son dossier est l'un des plus en vue de la campagne anti-corruption lancée par le président Muhammadu Buhari, arrivé

au pouvoir en 2015.

En mai, il a déjà laissé entendre qu'il était la cible d'un complot de la police pour l'impliquer à tort dans les vols à main armée à Offa. Il l'a répété dans le communiqué qu'il fait publier dimanche. "Le Dr Saraki souhaite que le public tout entier ne tienne pas compte de ce qui est une allégation sans fondement et un nouveau complot de la police pour l'impliquer par tous les moyens", indique le communiqué.

"Il n'existe aucune possibilité que j'aie pu être associé à des vols à main armée contre mes concitoyens", poursuit le texte.

M. Saraki a accusé l'inspecteur général de la police, Ibrahim Idris, d'être derrière ce qu'il affirme être un complot pour le piéger. Selon le président du Sénat,

le chef de la police nigérienne voudrait le mettre dans l'embarras en raison du désaccord qui les a opposés sur la question de l'efficacité de la police. M. Saraki estime que M. Idris est responsable d'une gestion défaillante par la police face aux nombreux meurtres qui se produisent au Nigeria. "Comme le précédent, ce complot échouera, et je déclare catégoriquement par la présente que je n'ai de lien avec aucune bande de criminels", déclare le président du Sénat.

Toutefois, "lorsque l'invitation de la police me sera formellement remise, je serai prêt à l'honorer sans délai", affirme-t-il. Aucune date n'a été évoquée pour une telle démarche ni par la police ni par le président du Sénat.

AFP

Mali

# Le ton monte entre pouvoir et opposition

Le gouvernement malien a jugé dimanche "mensongères et calomnieuses" les affirmations de l'opposition, qui lui a d'abord reproché d'avoir fait usage de "balles réelles" lors de manifestations la veille à Bamako avant de réclamer une "enquête", à deux mois de la présidentielle du 29 juillet.

Au lendemain de ces affrontements qui ont fait 25 blessés selon une source hospitalière, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est inquiété de "l'évolution de la situation" au Mali, où il s'est rendu la semaine dernière.

"J'ai appris avec indignation" par un communiqué de l'opposition "que mes services de sécurité ont tiré à balles réelles sur des manifestants le samedi 2 juin 2018, regroupés devant le siège de l'ADP-Maliba", un parti d'opposition, a déclaré dans un communiqué le Premier ministre malien, Soumeylou Boubeye Maïga.

"Je dément formellement et avec vigueur cette affirmation mensongère et calomnieuse qui relève de l'affabulation et qui n'a d'autre but que de distraire le peuple et le gouvernement maliens des préoccupations du moment que sont la paix et la sécurité pour des élections transparentes, justes et crédibles", a-t-il ajouté, en lançant un appel à la "responsabilité et la mesure des uns et des autres pour relever ensemble le défi des élections 2018 réussies, gage de stabilité" pour le Mali.

"Personne parmi les blessés n'a passé la nuit à l'hôpital, aucun blessé par balle n'a été enregistré", a précisé le conseiller en commu-

nication du Premier ministre, Cheick Oumar Coulibaly, alors que, selon l'hôpital Gabriel Touré de Bamako, "il y a eu 25 blessés admis aux urgences", mais aucun touché par balle.

## "Eviter une crise"

Interrogé dimanche par l'AFP, le chef de l'opposition Soumaïla Cissé, a réclamé "une enquête", après que son chef de cabinet samedi, puis lui-même dans un communiqué dimanche matin, ont affirmé que les services du Premier ministre avaient fait usage de "balles réelles" lors du passage de son convoi à proximité du siège de l'ADP, où les dirigeants de l'opposition s'étaient rassemblés.

Lors d'une conférence de presse aux allures de meeting, Soumaïla Cissé a dénoncé une "atteinte intolérable aux libertés fondamentales", arguant que l'opposition avait déjà organisé de grandes manifestations en dépit de l'état d'urgence, argument avancé par les autorités pour interdire les rassemblements samedi.

"Il faut éviter absolument une crise électorale en instaurant le dialogue", a ajouté M. Cissé, 68 ans, candidat déclaré à l'élection présidentielle, au cours de laquelle le président Ibrahim Boubacar Keïta, 73 ans, briguera un second mandat.

L'opposition manifestera à nouveau le 8 juin pour "réclamer des élections transparentes et un accès équitable à l'ORTM", la radio-télévision publique, a-t-il ajouté.

Dès samedi soir, le secrétaire général des

Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré "suivre avec préoccupation l'évolution de la situation au Mali", où il s'est rendu les 29 et 30 mai.

Il a appelé "toutes les parties au calme et à la retenue" afin de "maintenir un environnement propice à la tenue d'élections crédibles et transparentes" et déploré "l'interdiction par le gouvernement de la tenue de manifestations des partis de l'opposition".

## Tenues antiémeutes

Vingt-quatre heures après les marches de l'opposition, des policiers en tenues antiémeutes étaient encore visibles à plusieurs carrefours de la capitale malienne, a constaté un correspondant de l'AFP. La veille, les forces de l'ordre avaient fait usage de matraques et de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants dans plusieurs endroits Bamako.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, en grande partie chassés ou dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit actuellement. Malgré un accord de paix signé en mai-juin 2015, les violences ont persisté et se sont propagées du nord vers le centre et le sud, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des tensions ou des conflits intercommunautaires qui ont fait des dizaines de morts.

AFP

Kenya

# Le président lance un programme en vue de l'exportation de brut

Le président kényan Uhuru Kenyatta a officiellement lancé dimanche un "programme pilote" en vue de l'exportation de pétrole brut extrait dans le nord-ouest du pays.

Cette cérémonie "marque le début d'un long et fructueux voyage", a déclaré M. Kenyatta dans la ville de Lokichar (nord-ouest), selon un communiqué de la présidence.

"Mon gouvernement va se consacrer au développement de nos secteurs gazier et pétrolier au profit de l'économie et du peuple", a-t-il promis.

Le programme pilote prévoit l'acheminement par camions de quelque 2.000 barils par jour depuis les puits de pétrole situés près de Lokichar, dans le comté du Turkana, vers le port de Mombasa, à plus de 1.000 kilomètres de là. De nombreux observateurs soulignent toutefois que d'importants segments du trajet emprunté par les camions sont pour l'heure impraticables en raison des dégâts provoqués par la saison des pluies.

"Après la cérémonie, je ne sais pas si les camions iront très loin", a ainsi tempéré Arnold Nyaga, un chercheur de la Plateforme de la société civile pour le pétrole et le gaz kényans.

Le programme pilote aurait dû débuter en juin 2017, mais avait été retardé en raison de désaccords sur le partage des futurs revenus pétroliers.

M. Kenyatta a récemment annoncé qu'un accord avait été trouvé avec la clé de répartition suivante: 75% pour le gouvernement national, 20% pour le comté du Turkana et 5% pour les communautés locales. La découverte de pétrole au Kenya a été annoncée en 2012 par la société britannique kényane Tullow, qui est également chargée de l'exploitation. Les réserves exploitables dites "probables" sont estimées à 560 millions de barils.

Le "programme pilote", est prévu pour durer deux ans, le temps notamment de comprendre comment les réservoirs naturels réagissent à une exploitation plus importante. Cité dans la presse kényane, le secrétaire d'Etat en charge du Pétrole Andrew Kamau a d'ailleurs souligné que le but du programme pilote "n'est pas commercial".

M. Kamau a ajouté que l'appel d'offre pour la première cargaison de pétrole n'a pas encore été lancé, et que la première exportation est loin d'être imminente. "Nous allons transporter 2.000 barils par jour par la route, alors qu'un cargo a une capacité de 400.000 barils".

La production de brut kényan n'atteindra son rythme de croisière qu'après la construction, au plus tôt en 2021, d'un oléoduc de près de 900 km qui doit relier un port en construction à Lamu (est) et permettra de transporter environ 100.000 barils par jour jusqu'à l'océan Indien. Pour Arnold Nyaga, le programme pilote n'est qu'une "distraction de ce qui compte vraiment", à savoir la construction de l'oléoduc.

AFP

# Après des années de présence américaine, l'Afghanistan en pleine crise humanitaire

Après plus de seize ans d'occupation militaire étrangère, l'Afghanistan, qui se classe en quatrième place des pays les plus corrompus de la planète, continue d'être la proie d'une guerre. Ses citoyens sont victimes d'attentats-suicides de la part de sauvages déments et, selon le magazine Stars and Stripes, le nombre de bombes larguées sur l'Afghanistan en mars 2018 " a été le plus élevé pour ce mois en cinq ans. Alors que Daech a été repoussé en Irak et en Syrie, le nombre de combattants qui font allégeance au groupe semble augmenter en Afghanistan. "



Par Brian Cloughley

**M**ais ce ne sont pas seulement les ravages de la guerre qui détruisent le pays. Le tissu social est en train d'être irrémédiablement déchiré par des violations de droits de l'homme qui sont soit ignorées, soit cautionnées par le gouvernement et l'alliance militaire USA-OTAN dont la « fonction-clé » est de « Soutenir l'adhésion aux principes du droit et de la bonne gouvernance ».

L'inspecteur général spécial des USA pour la reconstruction de l'Afghanistan (acronyme US, SIGAR), John Sopko, a tenté pendant huit ans de s'acquitter de sa mission au mieux, en tant que responsable d'une « surveillance indépendante et objective des 117,26 milliards de dollars que les USA ont alloués à la mise en œuvre des programmes de reconstruction de l'Afghanistan », mais il a fréquemment été mal orienté par le Département de la défense des USA et le gouvernement afghan.

Le rapport du SIGAR pour juillet 2017 exposait que « des officiels afghans restent complices... de l'exploitation sexuelle d'enfants par les forces de sécurité afghanes, » mais comme le note le Washington Post, « le Pentagone a tenté de bloquer une évaluation indépendante des abus sexuels d'enfants commis par des soldats afghans et la police, insistant plutôt sur la création de son propre rapport, qui donne une version beaucoup moins digne de foi des violations des droits de l'homme perpétrées par des alliés des USA. »

Il est aujourd'hui public qu'il y a une culture pédérastique en Afghanistan et que des hommes afghans dans des positions de pouvoir de tous niveaux échappent à toutes les possibilités de poursuites pour abus sexuels de jeunes garçons. La pratique du bacha bazi ou « jeu avec les enfants » est répugnante, et le mot « jeu » est entièrement inapproprié. Le magazine Foreign Policy affirme, « Avilissante et néfaste, la sous-culture pédophile en Afghanistan constitue l'une des pires violations en cours des droits de l'homme dans le monde. Les garçons adolescents qui sont offerts à des relations sexuelles avec des hommes plus âgés sont achetés – ou, dans certains cas, kidnappés – à leurs familles et jetés dans un monde qui les dépouille de leur identité masculine. Ces garçons sont souvent forcés de s'habiller en femmes, de porter du maquillage, et de danser lors de soirées entre hommes. Ils sont soumis à des actes sexuels avec des individus beaucoup plus âgés, et restent souvent les gitons d'un homme ou d'un groupe d'hommes pendant de longues périodes ».

Mais le Pentagone ne veut pas que nous sachions quoi que ce soit de tout cela, et a même sanctionné des soldats américains qui s'en étaient pris à ces pervers. Le New York Times a rapporté en 2015 qu'après que le capitaine Dan Quinn ait « frappé le commandant d'une milice soutenue par les USA pour avoir enchaîné un garçon à son lit en tant qu'esclave sexuel », il a été relevé de son poste de commandement. Il a ensuite dit, « nous

mettions au pouvoir des gens qui faisaient des choses pires que les Talibans, » ce qui est absolument vrai, parce que même les barbares talibans ne permettaient pas que ces obscénités criminelles échappent à une punition.

Les abus sexuels de jeunes garçons en Afghanistan restent incontrôlés malgré les critiques du SIGAR et au mépris de la 'Convention internationale sur les droits de l'enfant' de l'ONU, qui requiert de ses pays signataires qu'ils « s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle. »

Les USA, toutefois, n'ont pas ratifié la Convention, ce qui veut dire qu'ils ne sont pas légalement tenus d'en appliquer les termes. Comme l'observe The Economist, les législateurs américains qui s'opposent au traité « disent qu'il usurperait la souveraineté des USA, une crainte entretenue depuis longtemps par quelques Républicains conservateurs. Ils ont peur que les droits sociaux et économiques établis par le traité ne déclenche des poursuites judiciaires et des dommages et intérêts à payer par le gouvernement. » Il n'est pas étonnant que le Pentagone n'ait rien fait pour s'opposer aux abus sexuels révoltants d'enfants en Afghanistan.

Ensuite, il y a la question du traitement scandaleux des femmes dans ce pays corrompu et déstructuré, où en 2009, une loi qui permet aux hommes d'affamer leurs épouses jusqu'à la mort si elles ne se plient pas à leurs exigences sexuelles a été votée. En 2014,

après cinq ans de plus de soutien des USA-OTAN à « l'adhésion aux principes du droit et de la bonne gouvernance », le Parlement de Kaboul a approuvé une loi qui permet aux hommes « d'attaquer leurs femmes, enfants et sœurs sans crainte de retombées judiciaires, une régression après des années de lents progrès dans la lutte contre la violence dans un pays miné par les dénommés « crimes d'honneur », les mariages forcés et les violences familiales ».

Le rapport de 2017 d'Amnesty International nous informe que, « Dans la première moitié de 2017, la Commission afghane indépendante des droits de la personne a rapporté des milliers de cas de violences contre des femmes et des filles à travers le pays, y compris des voies de fait, des meurtres et des attaques à l'acide. Étant donné le contexte d'impunité pour ces crimes et l'absence d'enquêtes, les cas de violences contre des femmes restent très largement sous-déclarés à cause des pratiques coutumières, de la stigmatisation et de la peur des conséquences pour les victimes. »

Rien ne démontre que les femmes afghanes soient mieux traitées aujourd'hui qu'avant l'invasion des USA à la fin 2001. Au cours de toutes ces années d'opérations et de « soutien à l'adhésion aux principes du droit et de la bonne gouvernance » en Afghanistan, l'alliance USA-Otan n'a pas apporté la moindre amélioration à la conduite consternante des mâles afghans avec leurs femmes.

Depuis 1979, il existe une 'Convention sur l'élimination de

toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes', qui a été ratifiée par 187 des 194 pays représentés aux Nations unies (y compris l'Afghanistan). Elle spécifie que « Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans toutes les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux » et les pays qui ont refusé de le signer sont l'Iran, Palau, le Sud-Soudan, le Soudan, Tonga – et les États-Unis d'Amérique.

Une loi afghane sur l'élimination de la violence contre les femmes (Elimination of Violence Against Women, Evaw) a été ordonnée par décret présidentiel en 2009. Elle prévoyait des « peines pour divers abus, y compris le viol, le mariage des petites filles, le mariage forcé, les violences familiales, la vente de femmes et de filles, et le don de filles pour résoudre des disputes intrafamiliales » et semblait une avancée majeure dans les tentatives d'amélioration du traitement des femmes.

Human Rights Watch note qu'en mars 2017, un code pénal révisé a été adopté par décret présidentiel. « Il incorpore toutes les provisions de la loi Evaw, et renforce la définition du viol. Mais, parce que certains membres conservateurs du parlement s'étaient opposés à la loi Evaw, quelques activistes ont fait campagne pour préserver la loi dans sa forme déclinée en 2009. En réponse à leurs efforts, en août, le président Ghani a ordonné au ministère de la justice de retirer le chapitre sur la loi Evaw du Code pénal. Ce revirement controversé a laissé le statut de la loi dans les limbes. » En d'autres termes, les femmes d'Afghanistan sont revenues à leur point de départ : sans droits, sans protection, sans espoir.

Le gouvernement afghan et l'alliance USA-Otan ignorent et même, cautionnent quelques-unes des pires violations des droits de l'homme dans le monde. Le peuple d'Afghanistan souffre d'une combinaison des dévastations due à la guerre interne et de la mentalité archaïque de nombre de ses législateurs et officiels. Et pourtant, l'argent étranger continue d'affluer, alors que les explosions des suicides et les bombes des B-52 rythment le quotidien à travers le pays.

La catastrophe des droits de l'homme en Afghanistan ne sera pas soulagée tant que les pays « conseillers » de l'alliance USA-Otan continueront leur politique actuelle.

Ils n'avaient rien à faire en Afghanistan pour commencer, mais il est grand temps que les étrangers qui ont contribué à la situation calamiteuse de l'Afghanistan fassent pression sur le gouvernement de Kaboul pour qu'il vote et applique des sanctions légales aux infractions aux droits de l'homme, particulièrement ceux des femmes et des enfants. Cela serait un apport modeste à l'entrée du pays dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Brian Cloughley



## Remaniement de l'état-major nord-coréen avant le sommet Trump-Kim

**Les trois plus hauts gradés de l'état-major nord-coréens ont été limogés et remplacés, a-t-on appris de source américaine, un remaniement qui intervient à quelques jours du sommet annoncé entre Donald Trump et Kim Jong-un, le 12 juin à Singapour.**

Les motifs de la manœuvre sont peu clairs mais pour les observateurs, elle devrait permettre à Kim Jong-un et au Parti des travailleurs de Corée, le parti unique, de renforcer leur contrôle de l'Armée populaire de Corée (KPA) à un moment critique dans l'évolution du pays.

«Si Kim Jong-un veut faire la paix avec les Etats-Unis et la Corée du Sud et négocier une sortie au moins partielle du programme nucléaire, il va falloir qu'il limite l'influence de l'armée», commente Ken Gause, directeur du groupe affaires internationales à CNA, un institut de recherche et d'analyses.

«Ce remaniement a placé au premier plan les officiers qui sont justement capables de faire ça. Ils sont fidèles à Kim Jong-un et à personne d'autre», ajoute-t-il.

Les Etats-Unis veulent obtenir la dénucléarisation de la Corée du Nord, promettant en retour de lever les sanctions économiques et d'apporter la prospérité au pays.

Les responsables américains sont convaincus qu'il existe des dissensions au sein de l'armée à propos des discussions engagées par Pyongyang avec Séoul et Washington.

Le haut responsable américain, qui s'exprimait dimanche soir sous le sceau de

l'anonymat, commentait une dépêche de l'agence de presse sud-coréenne Yonhap faisant état de rumeurs évoquant le remplacement des trois militaires.

Selon Yonhap, les trois hommes limogés sont Pak Yong-sik chargé de diriger la défense, Ri Myong-su, chef de l'armée populaire et Kim Jong-gak, directeur du bureau politique de l'armée populaire.

### «ILS SAVENT SE TENIR»

Citant un responsable des services secrets, l'agence sud-coréenne affirme que No Kwang-chol, premier vice-ministre des Forces armées populaires, a remplacé Pak Yong-sik à la direction de la Défense tandis que Ri Myong-su a été remplacé par son adjoint, Ri Yong-gil.

Selon les médias officiels nord-coréens, Kim Jong-gak a été remplacé par le général Kim Su-gil à la tête du bureau politique.

Les ministères sud-coréens de l'Unification et de la Défense ont refusé de commenter ces informations.

Le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Kan Kyung-hwa, s'est entretenu lundi pendant un quart d'heure au téléphone avec le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, à propos du sommet de Singapour. Selon Yonhap, les trois promus sont plus jeunes que leur prédécesseur, en

particulier Ri Yong-gil, qui a 63 ans et 21 ans de moins que Ri Myong-su.

Leur promotion pourrait être liée à la volonté de Kim Jong-un de donner à l'armée un rôle clé dans de grands projets d'infrastructures.

Le général Kim Su-gil a ainsi été vu accompagnant le dirigeant nord-coréen lors d'une récente visite dans une zone balnéaire touristique.

«Cela veut dire deux choses: que Kim Jong-un consolide son pouvoir et que le Parti au pouvoir et l'armée travaillent de plus en plus étroitement pour oeuvrer au développement économique», estime Yang Moo-ji, qui enseigne à l'université des études nord-coréennes à Séoul.

«Ils sont jeunes, mais ils sont compétents», a-t-il ajouté.

Tous les trois ont fait partie de délégations envoyées à l'étranger, alors que le pays prépare des rencontres avec les Etats-Unis, la Chine, la Russie et peut-être la Syrie.

«Ils leur donnent une promotion parce qu'il va y avoir beaucoup d'interaction avec l'étranger», déclare Michel Madden, du site 38 North de l'université Johns-Hopkins à Baltimore. «Ils savent se tenir et ne pas trop boire dans les soirées.»

Reuters

## Pompeo demande à Pékin de se pencher sur les "fantômes de Tiananmen"

■ La Chine a protesté lundi auprès des Etats-Unis contre une déclaration du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo demandant à Pékin de faire toute la lumière sur les événements de la place Tiananmen.

A l'occasion du 29e anniversaire de la répression du soulèvement étudiant le 4 juin 1989, dont les autorités n'ont jamais fourni aucun bilan - les estimations vont de plusieurs centaines à plusieurs milliers de morts -, le chef de la diplomatie américaine a publié dimanche soir un communiqué dans lequel il dit se souvenir de «la perte tragique de vies innocentes».

Mike Pompeo invite la Chine «à publier un recensement exhaustif des morts, détenus et disparus».

«Comme l'a dit Liu Xiaobo dans son discours de réception du prix Nobel de la paix en 2010, 'les fantômes du 4 juin n'ont pas encore trouvé le repos',» ajoute-t-il dans son communiqué, citant le dissident chinois mort l'an dernier en détention.

La Chine est arrivée depuis longtemps à une conclusion claire sur les événements de cette période, ce qui n'empêche pas les Etats-Unis de publier chaque année des «critiques gratuites» contre la Chine et d'interférer avec les affaires intérieures chinoises, a déploré la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hua Chunying lors d'un point presse.

«Le secrétaire d'Etat des Etats-Unis n'a absolument aucune qualification pour exiger quoi que ce soit du gouvernement chinois», a-t-elle ajouté.

Le tabloïd nationaliste chinois Global Times a qualifié les déclarations du secrétaire d'Etat américain de «coup de pub insignifiant» qui «manifeste la volonté du monde occidental de se mêler de la politique chinoise».

Des dizaines de milliers de personnes doivent se rassembler dans la journée à Hong Kong - seul territoire en Chine où de manifestations d'une telle ampleur sont tolérées - pour marquer l'anniversaire de la répression.

Sur la place Tiananmen à Pékin, la sécurité a été renforcée comme chaque année à cette période. Les passeports étrangers sont contrôlés par la police à un checkpoint établi à près d'un km de la place et les interviews de passants par les journalistes sans autorisation préalable sont interdits.

Reuters

## Merkel mise en cause dans un scandale sur les migrants en Allemagne

■ Angela Merkel et son gouvernement ont été mis en cause dimanche dans un vaste scandale qui secoue depuis des semaines l'office chargé de gérer les centaines de milliers de migrants arrivés en Allemagne depuis 2015. «L'échec se situe dans l'inaction (du gouvernement) dès lors que les défis auxquels l'Allemagne allait être confrontée avec l'arrivée des réfugiés étaient clairs», a déclaré l'ancien président de l'Office national des migrants et réfugiés (Bamf), Frank-Jürgen Weise, à l'hebdomadaire Der Spiegel.

«La crise aurait pu être évitée», a-t-il ajouté. Il a indiqué avoir personnellement informé

Angela Merkel à deux reprises des problèmes en 2017, sans que des mesures soient prises. Un rapport confidentiel établi par ses soins, dans lequel il s'en prend durement au gouvernement, a également fuité dans les médias.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement de la chancelière Angela Merkel est sous pression, à la suite de la découverte d'une affaire de corruption présumée dans une des antennes à Brême du Bamf, un organisme dépendant du ministère de l'Intérieur.

La responsable de l'antenne, des avocats et interprètes ont été mis en examen pour

corruption notamment.

L'antenne est accusée d'avoir validé au moins 1.200 demandes d'asile par des migrants, en échange de divers avantages. Sa responsable conteste les accusations et affirme qu'elle était juste débordée.

Depuis, le gouvernement vérifie plusieurs milliers d'autres dossiers, pour voir si le scandale n'est pas plus étendu.

Il doit surtout se défendre d'accusations d'avoir au mieux ignoré des mises en garde en interne sur les malversations et problèmes qui étaient en cours, voire de les avoir étouffés. Le partenaire social-démocrate de la

coalition gouvernementale d'Angela Merkel demande désormais des «explications» à la chancelière.

«C'est tout simplement un échec de la chancelière», a dénoncé dimanche un des dirigeants sociaux-démocrates, Ralf Stegner, au quotidien Tagesspiegel.

«On ne peut pas dire aux gens «On va y arriver» (le slogan de Merkel lors de l'arrivée des migrants en 2015, ndr) et ensuite rester les bras croisés quand l'organisme chargé du dossier échoue faute de moyens», a-t-il ajouté.

Reuters

Guatemala

# Au moins 25 morts dans l'éruption d'un volcan

**Au moins 25 personnes ont été tuées et 20 autres blessées dimanche au Guatemala par l'éruption d'un volcan qui a projeté de la lave et des cendres sur une vaste zone, a annoncé la protection civile.**

**L'**éruption du Volcan de Fuego (le Volcan de feu), haut de 3.763 mètres et situé à 35 kilomètres au sud-ouest de la capitale Guatemala, a entraîné l'évacuation de milliers de personnes et la fermeture de l'aéroport international.

L'éruption a touché notamment des communes rurales proches du volcan et la cité coloniale d'Antigua, le plus important site touristique du Guatemala.

«Le bilan à 21h00 ce dimanche (03h00 GMT lundi) est de 25 morts», parmi lesquels se trouvent plusieurs enfants, a déclaré le porte-parole de la Coordination nationale pour la gestion des catastrophes (Conred), David de Leon.

Il a précisé que ces 25 morts avaient été trouvés dans deux localités proches du volcan, El Rodeo et Las Lajas.

Le porte-parole a également fait état d'un nombre indéterminé de disparus. Il a indiqué que les recherches pour trouver des survivants avaient été suspendues pour la nuit, en raison de l'obscurité et du danger qui règne dans la zone, et qu'elles reprendraient à l'aube.

Il a ajouté que quelque 650 personnes avaient été relogées provisoirement.

Le porte-parole de la Conred a aussi déclaré à la chaîne de télévision américain CNN qu'une localité située au nord du volcan était isolée du reste du pays parce que les routes qui y mènent avaient été détruites par les coulées pyroclastiques.

Sur des images diffusées sur les télévisions et sur les réseaux sociaux, on voit d'énormes colonnes de cendres qui s'élèvent du volcan.

## Survivants hagards

D'autres images montrent des cadavres à moitié couverts par les matériaux brûlants émis par le volcan, et des survivants hagards, le corps couvert de boue. On voit



aussi un nuage de cendres recouvrir une route tandis que des habitants et des membres des équipes de secours fuient en courant.

D'autres montrent des personnes couvertes de cendres que des secouristes essaient de mettre à l'abri.

Les colonnes de cendres émises par le volcan ont dépassé l'altitude de 2.200 mètres au-dessus du cratère, selon l'Institut de volcanologie du Guatemala.

L'aéroport international a été temporairement fermé en raison des grandes quantités de cendres émises par le volcan. Des équipes du personnel de l'aéroport et de l'armée ont entrepris de débayer les pistes pour permettre la reprise du trafic, a annoncé la Direction générale de l'aviation civile.

Un total de 1,7 million de personnes sont affectées à divers degrés par la catastrophe, selon la protection civile.

Aux conséquences de l'éruption est venue s'ajouter une pluie intense qui en se mélangeant aux cendres volcaniques produit une substance qui affecte les voies respiratoires et pollue les cultures et les cours d'eau.

## Alerte rouge

Au cours d'une conférence de presse conjointe avec le porte-parole de la Conred, le président du Guatemala, Jimmy Morales,

a indiqué que l'alerte rouge avait été déclenchée dans les départements de Escuintla (sud), Chimaltenango (ouest) et Sacatepequez (sud-ouest), les plus affectés par l'éruption, et que l'alerte orange était instaurée dans tout le pays.

«Des centaines de policiers, de membres de la Croix-Rouge et de militaires sont déployés» pour participer aux secours dans la zone affectée, a déclaré M. Morales, qui a appelé la population au calme.

M. Morales a indiqué que les présidents du Mexique, Enrique Peña Nieto, du Honduras, Juan Orlando Hernandez, et du Salvador, Salvador Sanchez Ceren, avaient appelé pour exprimer leurs condoléances et proposer leur assistance au Guatemala.

Le Volcan de Fuego, qui se trouve aux confins des trois départements cités par le président, avait déjà fait éruption en janvier 2018.

En septembre 2012, sa précédente éruption avait entraîné l'évacuation de quelque 10.000 personnes résidant dans des villages situés sur le flanc sud du volcan.

D'autres volcans sont actifs au Guatemala, notamment le Santiaguito, dans l'ouest, et le Pacaya, à 20 kilomètres au sud de la capitale.

AFP

## Hong Kong Deux ex-élus indépendantistes condamnés à de la prison

■ Deux indépendantistes hongkongais qui avaient été éjectés de leur fauteuil de député en 2016 ont été condamnés à quatre semaines de prison lundi pour avoir tenté de rentrer de force dans le Parlement.

Baggio Leung, 31 ans, et Yau Wai-ching, 27 ans, appartiennent au mouvement indépendantiste de l'ancienne colonie britannique qui réclame de divorcer de la Chine accusée de menacer les libertés du territoire semi-autonome.

Le tribunal a estimé qu'ils avaient «porté directement atteinte à la dignité du Conseil législatif (LegCo, le Parlement hongkongais)».

Le juge Wong Sze-lai a accepté de leur octroyer la liberté sous caution le temps de l'appel potentiel. Mme Yau a cependant renoncé à son droit d'appel et choisi de purger sa peine de prison.

Les appels à l'indépendance de Hong Kong irritent Pékin au plus haut point. Depuis deux ans, tout point de vue indépendantiste est réprimé.

Les deux jeunes gens sont les derniers militants en date à être condamnés à des peines de prison pour des motifs politiques.

Ils étaient poursuivis pour réunion illégale et tentative de pénétrer par la force dans le LegCo en novembre 2016 mais avaient plaidé non coupable.

Des échauffourées les avaient opposés aux personnels de sécurité.

Ils avaient été interdits de rentrer au Parlement le temps que la justice examine leur disqualification.

Les deux jeunes gens avaient été élus aux législatives de l'automne 2016 mais n'ont jamais pu siéger après avoir exprimé leur protestation lors de la cérémonie de prestation de serment. Ils avaient délibérément écorché ce serment et s'étaient drapés dans des bannières proclamant que «Hong Kong n'est pas la Chine».

Dans une «interprétation» rare de la Constitution hongkongaise, Pékin avait ensuite jugé qu'ils devaient être disqualifiés, ce qui avait été validé par la justice hongkongaise.

Hong Kong doit marquer lundi soir le 29ème anniversaire de la répression de la place Tiananmen à Pékin avec un rassemblement dans un parc. C'est le seul endroit de Chine où cet événement est commémoré en masse au grand jour.

AFP

Japon

# Enceinte, passons, mais pas toutes en même temps

Chacune son tour et le fonctionnement du service ne sera pas perturbé: alors que le Japon souffre d'une dénatalité de plus en plus pénalisante, des femmes se voient imposer par leur supérieur hiérarchique un calendrier de grossesse, en toute impunité.

Sayako (pseudonyme), puéricultrice de crèche depuis 16 ans, se souvient du choc qui fut le sien lorsque sa hiérarchie a tenté de la dissuader d'avoir un deuxième enfant, alors qu'elle avait consulté un médecin pour un problème d'infertilité.

«Pourquoi ne faites-vous pas une pause, puisque vous en avez déjà un?», lui a-t-on demandé, en ajoutant qu'une autre femme de son service, plus âgée et récemment mariée, était prioritaire.

«Je suis restée bouche bée», confie à l'AFP cette Japonaise de 35 ans, qui a finalement changé de travail et vient d'avoir une fille. «Je me serais excusée je pense, si j'étais restée et tombée enceinte».

Cette pratique de fixer un ordre pour les grossesses, qui ne choque pas nécessairement tous les Japonais, a été récemment dénoncée, via une lettre au quotidien Mainichi Shimbun, par le mari d'une puéricul-

trice qui avait eu le «malheur» de tomber enceinte en grillant la priorité à une de ses collègues. Le couple avait dû s'excuser auprès de la directrice de la crèche.

«Comment avez-vous osé contourner le règlement sans demander la permission?», s'est fâchée l'intéressée.

- Sentiment de culpabilité -

«Ce n'est pas si rare, c'est une pratique courante dans les lieux de travail où oeuvrent des jeunes femmes. Elles ne trouvent pas cela injuste, elles culpabilisent plutôt à l'idée de s'absenter pour cause de maternité», explique Kanako Amano du NLI Research Institute.

De nombreuses femmes choisissent donc de renoncer à leur désir de fonder une famille ou alors démissionnent quand elles tombent enceinte. «Aussi bien les femmes que les hommes estiment que le lieu de travail appartient aux hommes et qu'il est naturel que les femmes le quittent durant leur grossesse», souligne-t-elle.

Selon les récentes études, 40% des Japonais pensent que le rôle des femmes est de «gérer la maison», celui des hommes de «travailler à l'extérieur». Les opinions

contraires tendent certes à augmenter, mais lentement.

Et la chercheuse d'ajouter que «le fait d'attendre son tour pour tomber enceinte a joué dans la dénatalité» dont souffre le Japon depuis des décennies.

La pénurie de main-d'oeuvre dans plusieurs secteurs, dont ceux de la prise en charge des tout petits et des personnes âgées ou encore le milieu hospitalier, rend «inévitables» le fait que les femmes attendent leur tour pour débiter une grossesse, juge Naoki Sakasai, responsable de l'Institut de recherche sur la petite enfance et l'éducation.

## 'Pour le bien commun'

De telles dispositions sont illégales au regard de la Constitution, mais elles restent verbales, rarement dénoncées et toujours impunies. Les victimes ne prennent souvent pas le risque d'en parler, même aux syndicats.

La situation ne s'améliore pas quand les jeunes mamans reviennent en poste, si elles reviennent, car plus de la moitié abandonnent leur travail. «Lorsque j'ai demandé une

formation pour une future promotion, ma supérieure m'a dit: vous avez pris un congé maternité, vous travaillez à horaires réduits, et en plus vous voulez une formation. Et puis quoi encore?», se rappelle Mayu (nom d'emprunt).

«J'ai entendu cela trois fois en cinq ans, de la part de différents chefs», ajoute-t-elle.

Selon cette quadragénaire, le fait de travailler moins longtemps pour pouvoir s'occuper de son enfant a «ruiné la carrière qu'elle imaginait», tout en soulignant que les femmes qui occupent des postes d'encadrement ont souvent renoncé à procréer.

Moins d'un million de nouveaux-nés ont été enregistrés l'an passé au Japon, un total qui représente la moitié de celui d'il y a 50 ans, alors que la population était moins importante. C'est un véritable changement de culture qui est nécessaire pour inverser la tendance, insiste Mme Amano.

Il existe une expression japonaise, «mes-shi hoko», qui signifie «sacrifier sa vie privée pour le bien commun». Appliquée au monde du travail, elle est, selon elle, à la racine de tous ces maux.

AFP

Cinémathèque d'Oran

# Une journée au Soleil ou le travail de mémoire d'Arezki Metref

La Cinémathèque Ouarsenis d'Oran a abrité, samedi, en soirée, la projection d'un documentaire d'Arezki Metref, *Une journée au Soleil*, qui se décline en contribution au travail de mémoire, en l'occurrence l'histoire de l'immigration algérienne en France.



Cette oeuvre est la plus récente dans la filmographie du journaliste cinéaste algérien qui a indiqué, lors du débat avec le public, que sa motivation majeure a été de " capter la mémoire ".

Tourné en France dans le café parisien Le Soleil, le film donne la parole à des personnes ayant fréquenté ce lieu ainsi qu'à des historiens, tel Benjamin Stora qui évoque la " dépossession foncière " exercée par la France coloniale en Algérie comme cause principale des mouvements

migratoires. Le choix de cet endroit, le réalisateur l'explique par le fait qu'il constitue " un lieu géométrique de l'immigration ", à l'instar de nombreux cafés tenus à l'époque par des Algériens. " Le Soleil a rempli une triple fonction, à la fois sociologique, culturelle et politique ", a-t-il observé, soutenant que ce café et d'autres ont " reproduit l'assemblée du village d'origine des migrants ". Ces cafés, a-t-il relevé, ont donné naissance à plusieurs chansons de l'immigration, ont offert la cuisine de " chez soi ", et ont servi de

lieu de mobilisation à la cause nationaliste. Une journée au Soleil a remporté, en avril dernier, le Grand prix du documentaire à la 11ème édition du Festival Issni N'Ourgh international du film amazighe d'Agadir (Finifa, Maroc), rappelle-t-on.

La programmation de ce film à Oran a été organisée dans le cadre des Soirées ramadanesques de l'Institut de développement des ressources humaines (Idrh, Oran), en partenariat par la Cinémathèque algérienne et le Centre d'études maghré-

bines en Algérie (Cema, Oran). La séance s'est tenue en présence du directeur du Centre algérien de la cinématographie (CAC), Lyès Semiane, qui s'est félicité de cette projection à Oran en avant-première pour les salles de la Cinémathèque algérienne.

M. Semiane est également présent à Oran pour animer, dimanche soir à l'Idrh une conférence sur " Le cinéma algérien à travers la salle des répertoires de la Cinémathèque algérienne ".

L. Y.

Cinémathèque

## Réouverture prochaine des salles de Batna et Constantine

Les salles de répertoire de la Cinémathèque algérienne à Batna et Constantine seront rouvertes au public avant la fin du mois en cours, a annoncé, à Oran, le directeur du Centre algérien de la Cinématographie (CAC), Lyès Semiane.

Les salles Aurès de Batna et Ennasr de Constantine ont été restaurées pour être à nouveau opérationnelles à l'échéance indiquée, a précisé M. Semiane, dimanche soir, en animant une conférence dans le cadre des Soirées ramadanesques de l'Institut de développement des ressources humaines (Idrh).

«Avec la réouverture de ces deux structures, la Cinémathèque algérienne comportera au total 13 salles opérationnelles à travers le territoire national», a-t-il signalé, lors de cette rencontre qui a réuni des cinéphiles, universitaires et cadres du mouvement associatif.

«Toutes ces salles de répertoire comprennent chacune en moyenne 400 places et fonctionnent au rythme de deux à trois séances de projection par jour», a affirmé M. Semiane.

Il a également fait savoir que la salle d'Alger sera prochainement dotée d'équipement moderne de projection en DCP (Digital Cinema Package) offrant une meilleure qualité d'image et de son.

Trois salles de répertoire ont déjà bénéficié de cette action de modernisation, a-t-il rappelé, citant celles de Annaba, Béjaïa et Oran.

M. Semiane a, en outre, mis en relief l'importance de la formation, évoquant à ce titre un programme de perfectionnement aux techniques de restauration et de conservation de films, initié au profit du personnel de la Cinémathèque algérienne.

L'intérêt de la bonne conservation des oeuvres cinématographiques a été aussi souligné par l'universitaire spécialiste en cinéma, Mohamed Bensalah, qui a, lui, mis l'accent sur le potentiel académique à même de contribuer à l'inventaire et à la préservation du patrimoine filmique national.

La rencontre s'est tenue en présence du cinéaste Arezki Metref qui avait présenté, samedi à la Cinémathèque d'Oran, son dernier documentaire *Une journée au Soleil*, dédié à l'histoire de l'immigration algérienne en France.

La projection du film de Metref et la conférence de Semiane ont été organisées par l'Idrh en partenariat avec la Cinémathèque algérienne et le Centre d'études maghrébines en Algérie (Cema / basé à Oran).

H. M.

Opéra d'Alger

## Manel Gharbi et Zied Gharsa en concert

Le chanteur et compositeur tunisien, Zied Gharsa, et la chanteuse d'opéra et interprète de hawzi, Manel Gharbi, ont animé dimanche soir à Alger un concert de musique andalouse, dédié aux chants malouf rendus devant un public émerveillé.

Accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaïh, le spectacle organisé dans le cadre de la tournée en Algérie du chanteur tunisien Zied Gharsa, a attiré un public nombreux venu apprécier le chant malouf, rehaussé par des pièces nouba rendues à travers des créations prestigieuses inspirées de l'andalou.

A l'entame de cette soirée, Manel Gharbi a gratifié un public conquis de chants hawzi et de parties Nouba (Raml Maya).

Accompagnée par l'Orchestre régional de la musique andalouse

d'Alger-Centre, dirigé par le maestro Mokdad Zerouk, l'interprète qui joue au piano a rendu plusieurs parties noubas dont Ya mahla itisali et Ya kawm ma wajadto sabra.

Par sa voix étoffée et présente, Manel Gharbi a rendu des chants hawzi comme Btat el jafiya anni et Mersouli yehadetni ala aadra du poète du hawzi, Boumediene Bensahla.

En deuxième partie de cette soirée qui s'est prolongée jusqu'à une heure tardive de la nuit, Zied Gharsa a enchanté le public algérois par une palette de pièces rendues dans le genre hawzi.

Accompagné par un orchestre sous la baguette du maestro Kamel Mouati aux côtés des virtuoses Dakhla M'barek, Adlène Fergani et Meriem Benallal, le chanteur tunisien a interprété, entre autres pièces, lemimaé, une

chanson très populaire en Tunisie, écrite par le poète tunisien Ali el Quartnani et Haramto bik nouassi el Baraken de Ali el Ouati et Rahal composée par le Tunisien Nobli Fadel.

Puisant dans le patrimoine musical algérien, Zied Gharsa a rendu, sous les applaudissements nourris du public, Khatem el Ghouzeil, un classique andalous repris par de grands noms de la musique algérienne et Ya rayah (Le partant), célèbre chanson du compositeur et interprète de chaâbi, Dahmane el Harachi (1925-1980).

Zied Gharsa se produit en Algérie dans le cadre d'une tournée entamée le 26 mai dernier à la salle Ahmed-Bey de Constantine, avant de sillonner Biskra puis Tlemcen.

Les ministres de la Culture,

Azzedine Mihoubi, et de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui ainsi que l'ambassadeur du Tunisie en Algérie, Abdelmadjid Ferchichi ont assisté à ce concert.

Issue d'une famille artistique, Manel Gharbi, a baigné depuis sa tendre enfance dans le monde de la musique, en intégrant la chorale de la Maison de jeunes de Aïn Taya.

Passionnée par le piano, son instrument fétiche qu'elle a appris à l'âge de 3 ans, elle fera partie, plus tard, de l'Association de musique andalouse nouba avec laquelle elle a participé à de nombreux festivals en Algérie et à l'étranger.

Connue également à l'écran comme présentatrice d'émissions culturelles

Manel Gharbi, chanteuse d'opéra, a brillé sur plusieurs scènes internationales, notamment en Allemagne, France, et au Maroc.

Chanteur et compositeur tunisien, Zied Gharsa, lui, s'intéresse au patrimoine musical tunisien et andalou.

Par ses nombreuses créations musicales inspirées du malouf, Gharsa rejoint la prestigieuse école fondée par l'artiste tunisien Khemais Tarnane qui a légué à son disciple Tahar Gharsa, son père, un patrimoine extrêmement riche.

Par sa maîtrise de plusieurs instruments traditionnels et ses performances d'interprétation, Zied Gharsa compte parmi les maîtres de la musique traditionnelle dans la Méditerranée.

R. C.

## «PAROLES DE FEMMES»

«La première condition pour être heureux est de se croire indispensable au bonheur d'un autre ; cela fait accepter la vie.»

Diane Beausacq



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«Le bonheur, c'est un choix.»

David Sandes

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Pourquoi Elizabeth II pensait ne jamais devenir reine... et comment une histoire d'amour a tout changé

**Figure absolue de la monarchie britannique, détentrice de nombreux records de longévité, la reine Elizabeth II d'Angleterre règne depuis maintenant 65 ans sur le Royaume-Uni. Et dire qu'initialement, elle n'était même pas censée accéder au trône.**

65 ans après son couronnement, Elizabeth II détient l'impressionnant record du plus long règne de l'histoire d'Angleterre. Au fil des années, la grand-mère des princes Harry et William a ainsi côtoyé 13 Premiers-ministres britanniques et vu défiler 12 présidents des Etats-Unis. Dans un numéro spécial publié cette semaine en l'honneur de ce 65ème anniversaire à la tête du Royaume, le magazine Time a publié un numéro spécial intitulé Queen Elizabeth II: The World's Longest-Reigning Monarch et dans lequel l'un des articles commence avec ces quelques mots surprenants: " Elizabeth ne s'attendait pas à devenir reine ".

Aussi surprenant que cela puisse paraître, Elizabeth n'était initialement pas vouée à régner sur l'Angleterre. Ordre de succession oblige, la petite-fille du roi George V n'était que troisième dans la liste des prétendants au trône. Son oncle étant premier, son père deuxième. A la mort du roi, l'oncle d'Elizabeth, Edward, devient Edward VIII. La logique aurait alors voulu que le nouveau monarque règne de longues années avant de transmettre le trône à ses enfants. Sauf que... d'une part le nouveau roi n'a pas encore de descendants et que d'autre part, son règne ne va pas durer. 325 jours seulement après son accession au pouvoir, Edward abdique. L'oncle d'Elizabeth est épris d'une belle américaine divorcée, il souhaite même l'épouser. Impossible pour un roi d'Angleterre! Entre pouvoir et amour, Edward tranche. Il rend la couronne et file vivre des jours heureux au bras de celle qu'il aime.

La vie de la jeune princesse Elizabeth change alors du tout au tout. Sans y avoir été préparée, son père accède au trône. Il devient le roi George VI et marquera l'histoire du pays au cours de la Seconde Guerre mondiale. Une période plus tard immortalisée dans le long métrage Le discours d'un roi. Du jour au lendemain, Elizabeth et sa famille emménagent au palais de Buckingham. Dès lors, l'éducation de la fillette est sensiblement orientée vers son règne futur. Devenue une femme, Elizabeth a 20 ans lorsqu'elle épouse le beau Philip. La future monarque pense alors avoir de longues années devant elle avant de devoir succéder à son père. Cinq ans plus tard, alors qu'elle se trouve au Kenya avec son époux, la terrible nouvelle tombe pourtant. A seulement 56 ans, George VI vient de décéder. La vie d'Elizabeth est, une nouvelle fois, bouleversée. Le 2 juin 1953, devant les caméras du monde entier, elle est couronnée en l'abbaye de Westminster. La suite, tout le monde la connaît.



## STRESS ET KILOS



Ceux qui ont tenté un régime en période de stress le savent, la mission est ardue. Hormonalement, physiologiquement, stress (à un niveau élevé) et minceur ne vont pas ensemble. Les raisons...

En vacances, le corps s'affine souvent par surplus d'activités mais aussi par relaxation. En effet, le stress, vrai moteur quand il est ponctuel, se révèle nocif quand il s'installe.

Le stress donne faim : Fatigué, préoccupé, on a tendance à chercher le réconfort dans la nourriture...sans y trouver ce qu'on y cherche. On engloutit mais la sensation de satiété n'arrive pas toujours. Le stress provoque un dérèglement hormonal : le corps veut puiser dans les réserves pour affronter les angoisses...pour mieux se remplir à nouveau en anticipation d'un nouveau pic...

LE STRESS CRÉE DES STOCKS

## DE GRAISSES :

C'est la conséquence du dérèglement évoqué plus tôt. Le corps réclame de la nourriture, non pour un effort immédiat mais en prévision d'une agression à venir. En bref, il joue les hamsters. Par ailleurs, le stress modifie le métabolisme des graisses et les fait davantage circuler dans le sang donc stocker.

## LE STRESS FAIT PRENDRE DU VENTRE :

Il n'y a pas que la manque d'abdominaux, la ménopause ou la bière qui donnent du bidon. Le stress est également l'ennemi du ventre plat, ciblant l'abdomen comme l'a montré une étude de l'université de Yale comparant des femmes soumises à plus ou moins de pression.

## LE MANQUE DE SOMMEIL FAIT SALIVER :

En étudiant l'IRM d'hommes et de femmes dormant tantôt 4 heures tantôt 9 heures, des chercheurs américains ont pu mettre en évidence un lien entre sommeil et fringales. Le manque de repos provoque une plus grande activité neuronale face à un stimuli alimentaire.

## COMMENT LUTTER :

Dormez, prenez votre temps, limitez la "consommation-stress". Cela signifie éviter les stimulants en se limitant à 2 à 3 cafés par jour. Privilégiez des temps de repas de 20 à 30 minutes plutôt qu'un grignotage express. En 10 minutes, le cerveau n'a pas pris en compte que vous vous alimentiez et réclame encore son dû !

## On se détend !

## L'ANTI-ÂGE POUR CHEVEUX

antirides, on voit comment ça marche. Le soin cheveux anti âge à la kératine, c'est plus subtil. Comment ça marche et pourquoi votre tignasse pourrait bien être intéressée par cette nouveauté des salons de coiffure ? «Sans shampoing spécifique, sans soin pour les nourrir, les hydrater, les revitaliser, nos cheveux feraient grise mine». Myriam Kéramane, est coiffeuse et créatrice des cosmétiques Myriam K., anciennement Kérat-in. Elle a mis en place un soin dérivé du lissage brésilien, véritable anti-âge capillaire qui mêle l'action de la kératine à l'acide hyaluronique. La jeune femme a ciblé un besoin de ses clientes qui rêvaient de l'effet soyeux, solide et souple donné par la kératine sans chercher le lissage. Elle nous explique l'intérêt et le fonctionnement de cet enveloppement pratiqué en salon et qui cartonne depuis le début de l'année.

QUELS SONT LES ENNEMIS DE LA JEUNESSE

## A quoi ça sert ?

## DU CHEVEU ?

La pollution, les brushings à répétition, les lissages à gogo, les shampoings détergents, les colorations ... Le stress et une alimentation déséquilibrée impactent également la chevelure. Les fourches sont le principal signe de vieillissement visible : la pointe endommagée s'ouvre et peut remonter le long du cheveu qui devient sec, rêche, plus difficile à coiffer.

## A QUEL ÂGE VIEILLISSENT LES CHEVEUX ?

Cela va dépendre de la nature et du vécu du cheveu. Ils évoluent surtout en fonction des hormones. Les cheveux de bébé sont différents de ceux d'un adolescent etc. Mais c'est vers 35/40 ans que le cheveu devient moins dense, plus fin, plus terne.

## COMMENT TROUVE-T-ON UNE SOLUTION À UN FACTEUR HORMONAL ?

Le soin cheveux anti âge à la kératine est une solution uniquement extérieure, qui concerne l'as-

pect du cheveu. Avec le temps, la chevelure produit moins de kératine, qui sert à rendre le cheveu résistant, qui est son ingrédient anti-casse. La créatrice des soins Myriam K. a imaginé un soin cheveux qui mélangeait cet actif naturel à l'acide hyaluronique. Ce dernier apporte de la souplesse, de la brillance, régénère les molécules et booste l'effet de la kératine.

## UN SOIN CHEVEUX ANTI-ÂGE POUR QUELS EFFETS ?

Immédiatement après le soin d'environ 45 minutes, la chevelure est renforcée, elle a gagné en soyeux et en souplesse, en volume, et les couleurs peuvent être vivifiées.

Attention : si vous utilisez un shampoing au chlorure de sodium (comme 99% des shampoings), l'effet du soin sera très vite atténué, le sel étant un corrosif de la kératine.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

## Entente de Sétif Ghacha signe un contrat de deux ans

■ L'attaquant Houssam Eddine Ghacha a signé dimanche matin un contrat de deux ans avec l'Entente de Sétif (Ligue 1 Mobilis de Football). Le désormais ex-attaquant de l'USM Blida a été dans la foulée présenté à la presse au siège de l'ESS en présence de l'état major du club sétifien et de l'entraîneur adjoint Abdelmalik Zorgane. En s'engageant avec le club phare des Hauts-plateaux, le joueur de 22 ans est devenu la septième recrue estivale de l'Entente de Sétif après Saâdi Redouani, Houari Ferhani et Abderahman Boulouf (JS Kabylie), Sid Ali Lakroum et Zakaria Draoui (CR Belouizdad) et Chouiaab Debih (AS Ain Miila). S'exprimant pour la première fois sous ses nouvelles couleurs, Houssam Eddine Ghacha a déclaré: «C'est avec beaucoup de joie et d'ambition que je rejoins ce grand club du football algérien qu'est l'Entente de Sétif. Je suis impatient de jouer avec mes nouveaux coéquipiers avec lesquels nous allons tout faire pour aider cette équipe à retrouver sa place naturelle».

## NA Hussein-Dey Raiah deuxième recrue estivale

■ Le milieu de terrain défensif de la JS Kabylie Maïk Raiah s'est engagé pour un contrat de deux saisons avec le NA Hussein-Dey, devenant ainsi la deuxième recrue estivale du club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a appris l'APS dimanche auprès de la direction. Raiah (25 ans), formé à la JSK, a décidé de mettre fin à son aventure avec les «Canaris» après plusieurs saisons à jouer sous le maillot kabyle. Il rejoint le meneur de jeu de l'AS Ain M'illa Dib Brahim (24 ans), signataire d'un contrat de trois saisons avec le Nasria. Ayant pris le relais en novembre dernier en remplacement de Nabil Neghiz, Dziri Billel a réussi à mener le Nasria à une impressionnante série de 22 matchs sans défaite, avant de tomber en déplacement face à l'Olympique Médéa (3-1) lors de la 30e et dernière journée de la compétition. L'ancien international algérien a permis au NAHD de terminer la saison à la 3e place au classement (49 pts), synonyme de participation à la prochaine édition de la Coupe de la Confédération africaine (CAF). Dziri (46 ans) avait entamé la saison avec le NAHD en tant qu'entraîneur-adjoint, avant de terminer la mission en solo, réalisant d'excellents résultats qui ont persuadés la direction à lui prolonger son contrat.

# Equipe nationale On prépare le déplacement au Portugal



Le staff technique et les membres administratifs liés à la gestion de l'EN s'activent pour préparer le déplacement pour la capitale portugaise, Lisbonne, pour disputer le match amical face au onze portugais le 7 juin prochain. Après donc un quartier libre accordé aux joueurs, ces derniers ont repris le chemin de la préparation avant-hier au centre des équipes nationales de Sidi Moussa pour entrer dans une nouvelle phase et s'activer à préparer cette rencontre-test auquel le coach national, Rabah Madjer, attache une grande importance. Ainsi, les Verts étaient appelés à continuer à s'entraîner à Sidi Moussa, hier, en attendant de rallier Lisbonne ce mardi après-midi pour continuer à se préparer sur place. Deux séances sont prévues à Lisbonne. La dernière séance, celle de mercredi, débutera à 19h00 sur le terrain principal de l'Estadio do

Sport Lisboa e Benfica qui abritera la rencontre. Le lendemain, les Verts animeront une conférence de presse d'avant-match à 18h30. Le sélectionneur national qui a été déçu du comportement de certains joueurs lors du dernier match amical face au Cap Vert devrait effectuer quelques changements dans le onze qu'il alignera pour cette empoignade face au Portugal. Ainsi, on croit savoir que le gardien, Fawzi Chaouchi qui a fait la bourde qui a coûté le troisième but aux Verts ne devrait pas être aligné et sera remplacé sans doute par Salhi ou Moussaoui. De même qu'il effectuera quelques changements au niveau du compartiment défensif pour tenter une autre variante après les erreurs de débutant constaté toujours face aux Capverdiens. En tout cas, un grand travail psychologique attend le staff technique national pour tenter de retaper le moral des joueurs

après la déconfiture face à la modeste sélection du Cap Vert et ce qui s'en est suivi, notamment les sifflets du public du 5 juillet qui n'a pas été satisfait de la production des Verts.

Imad M.

## Dinamo Zagreb

### Al-Ahli laisse tomber la piste Soudani

■ Le club saoudien d'Al-Ahli a abandonné l'idée de recruter l'attaquant international algérien du Dinamo Zagreb Hilal Soudani lors du mercato estival, a rapporté dimanche le journal saoudien "Al Riyadh". Intéressé par l'attaquant algérien, Al-Ahli aurait fait une offre à l'ancien joueur de l'ASO Chlef, mais ce dernier a demandé un salaire «très élevé», ce qui a poussé la direction saoudienne à laisser tomber sa piste, selon la même source. Soudani (30 ans) a terminé en tête du classement des buteurs du championnat croate de football pour la saison 2017-2018 avec 17 réalisations. Il avait rejoint le Dinamo Zagreb en 2013 en provenance de Vitoria Guimaraes (Div. 1 / Portugal) pour un contrat de quatre ans qu'il a prolongé en 2017 pour trois saisons supplémentaires.

## Match amical

### L'équipe nationale U-21 s'incline face à l'Egypte

■ L'équipe nationale de football des moins de 21 ans (U-21) s'est inclinée face à son homologue égyptienne 2 à 1 (mi-temps : 0-0), en match amical préparatoire disputé dimanche soir au stade olympique du 5-juillet d'Alger, en vue des prochaines échéances. Devant des gradins vides, l'Algérie a ouvert le score en seconde période (57e) par l'entremise de Youcef Bechou, avant que les Egyptiens ne remettent les pendules à l'heure quelques minutes tard (63e) grâce à Jalal. Les Pharaons ont inscrit le but de la victoire à la 88e minute par Chalabi. L'Algérie et l'Egypte se retrouveront mercredi prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour une seconde confrontation amicale (22h30). En février dernier, l'équipe des U-21 qui prépare les qualifications des Jeux Olympiques JO-2020 à Tokyo, s'était inclinée au stade du 5-juillet face à la Palestine (0-1). La sélection des U-21 devait prendre part au tournoi football des prochains Jeux méditerranéens de Tarragone (22 juin - 1er juillet) avant d'être remplacée par l'équipe des U-20.

## SSC Naples

### La clause libératoire de Ghoulam revue à la hausse

■ La clause libératoire du défenseur international algérien de Naples (Serie A italienne de football) Faouzi Ghoulam va passer de 38 millions d'euros à 48 millions d'euros au-delà du 15 juin, rapporte dimanche le quotidien sportif Corriere dello Sport. Ghoulam (27 ans), dont le contrat court encore jusqu'en 2022, pourrait quitter le Napoli en cas d'offre sérieuse, avant le 15 juin, au-delà de cette date, sa clause libératoire sera revue à la hausse, alors que ses dirigeants espèrent le garder en vue de la saison prochaine, précise la même source. L'ancien joueur de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1 / France), convoité notamment par les Anglais de Manchester United, n'a pas été épargné cette saison par les blessures qui l'avaient

éloigné des terrains. Victime d'une rupture du ligament croisé le 1er novembre 2017 lors de la réception de Manchester City (2-4) en Ligue des champions, Ghoulam allait retrouver la compétition en février dernier face aux Allemands du RB Leipzig en Europa league, avant de contracter une fracture transversale de la rotule droite, nécessitant une nouvelle intervention chirurgicale à la clinique Villa Stuart de Rome. Il a été convoqué pour les trois derniers matchs de Naples en championnat, mais sans pour autant effectuer son retour à la compétition. Ghoulam (37 sélections) compte 2 buts en 17 apparitions avec le vice-champion d'Italie, toutes compétitions confondues.

## Volley-ball / Finale de la Coupe d'Algérie (messieurs)

### Le GSP remporte le trophée

■ Les volleyeurs du GS Pétroliers ont remporté la 52e édition de la Coupe d'Algérie de la discipline, en s'imposant devant le détenteur du trophée, le NR Bordj Bou Arreridj par 3 sets à 1 (25-14, 25-21, 22-25, 25-14), en finale disputée dans la nuit de dimanche à lundi à la salle Harcha-Hacène (Alger). Les Pétroliers qui ont reçu le trophée des mains du président du Comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf, décrochent à cette occasion la 12e coupe de l'histoire du club, dont la deuxième sous l'étendard du GSP. Les dix autres trophées avaient été décrochés par l'ex MC Alger entre 1984 et 2007. Dans une finale opposant les deux meilleures équipes algé-

riennes, les Pétroliers ont pris le meilleur départ en imposant leur rythme sur les Bordjis qui ont eu du mal à rentrer dans le match. Solide en défense et efficace en attaque le GSP s'adjuge le premier set avec 11 points d'avance (25-14). Dans le deuxième set, Akram Dekkiche meilleur joueur de la finale et ses coéquipiers ont continué à enchaîner les points gagnants face une défense fébrile du NR Bordj Bou Arreridj, notamment à la réception, permettant au GSP de remporter le set (25-21). Dos au mur, les Bordjis ont réagi durant le 3e set remporté (25-22) en s'appuyant sur leurs joueurs d'expérience Hassisen et Oumessad qui n'ont pas cessé

de motiver leurs coéquipiers. Mais les joueurs du GSP, qui avaient flanché en Championnat la semaine dernière alors qu'ils menaient 2 sets à 0 face aux Bordjis, se sont remobilisés dans le 4e set ne laissant aucune chance au NRBBA de recoller au score. S'appuyant sur leurs points forts et une solide défense, les Pétroliers sont restés concentrés sur leur plan de jeu, creusant rapidement l'écart pour s'adjuger le 4e set (25-14) et décrocher le trophée qui leur échappe depuis 2010. Le NRBBA pourra se consoler dans quelques jours où il est sur le point de décrocher le titre de champion d'Algérie de la saison en cours.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

France

## Des syndicats de journalistes protestent contre la visite de Netanyahu



Trois syndicats français de journalistes ont protesté hier, à la veille de la visite en France du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qualifiant d'«insupportable à plus d'un titre» que le président Emmanuel Macron le reçoive aujourd'hui.

«La réception par Emmanuel Macron, le 5 juin du chef du gouvernement israélien est insupportable à plus d'un titre. Ne survient-elle pas alors que ces dernières semaines la répression à

Ghaza contre la population civile - qui manifeste pour le droit au retour des réfugiés - a fait plus de 100 morts et quelques 8 000 blessés par des tirs à balles réelles. Parmi les victimes figurent des enfants, des jeunes, des secouristes», a indiqué le Syndicat national des journalistes (SNJ) dans un communiqué, appelant le président français à lui demander des comptes.

«Aujourd'hui, nous appelons la France à exiger d'Israël que

les responsables des tirs à balles explosives contre nos confrères palestiniens et l'ensemble des civils ghazaouis soient recherchés et poursuivis, a ajouté le SNJ, soulignant qu'il attend de Macron «qu'il demande des comptes au Premier ministre israélien».

«Faut que cesse la répression contre les civils désarmés, contre nos confrères palestiniens et que tous les journalistes arrêtés et incarcérés soient libérés», a-t-il exigé, affirmant

apporter sa solidarité au syndicat des journalistes palestiniens.

Le communiqué a rappelé que les syndicats français de journalistes SNJ, SNJ-CGT et CFDT Journalistes (membres de la Fédération internationale des journalistes FIJ, 600 000 membres) ont saisi l'ambassade d'Israël en France après l'assassinat de deux journalistes à Ghaza et où 13 d'entre eux ont été blessés dans une seconde opération des snippers.

Par ailleurs, l'Association France Palestine Solidarité (Afps) a demandé au président français de passer «de la parole aux actes» et d'annuler la saison croisée (France-Israël), qui sera inaugurée à Paris, et l'invitation de Netanyahu en France, qualifié de «criminel de guerre».

«Cette saison croisée tombe au plus mauvais moment si on veut envoyer un signal clair à Israël : les crimes de guerre qu'il a commis sont d'une extrême gravité, la tentative de les blanchir par la saison croisée est d'une indécence absolue», a estimé cette association française dans un communiqué, soulignant qu'il n'y aura pas de paix «tant qu'il ne sera pas mis fin à l'occupation et il ne sera pas mis fin à l'impunité d'Israël».

## ACTU...

Présidentielle 2019

### Le rendez-vous «ne figure pas pour l'heure dans l'agenda du FFS»

La prochaine élection présidentielle prévue en 2019 «n'est pas inscrite pour le moment dans l'agenda du Front des forces socialistes (FFS)», a indiqué, hier à Bouira, le premier secrétaire national du parti, Mohamed Hadj Djilani. «Le FFS est préoccupé par la situation sociale et économique précaire que vit le citoyen algérien, et non pas par les présidentielles», a déclaré à l'APS M. Djilani à Aomar (nord-ouest de Bouira) en marge de sa participation à la commémoration du 14<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de l'ancien élu communal et militant du parti, Ali Azarak.

Il a estimé que l'Algérie traverse une situation économique et politique «difficile et dont l'issue nécessite la mobilisation de tous les citoyens, qui doivent oeuvrer tous ensemble pour sauver le pays et aller vers une deuxième République, vers un Etat de droit, de démocratie fondé sur le respect des libertés et un véritable consensus national».

«J'appelle les Algériens et les Algériennes à se mobiliser davantage pour parvenir à un véritable Etat de droit et social conformément à la charte et principes du 1<sup>er</sup> Novembre 1954», a-t-il dit, réaffirmant l'engagement du FFS de «poursuivre le travail pour la concrétisation de la feuille de route tracée par son leader historique, Hocine Aït Ahmed».

Reda A.

Publicité